

Rendez-vous récurrent et addictif de «nIEWs», la lettre d'information de la Fédération Inter-Environnement Wallonie, la chronique «Politiquement incorrect» porte un regard décalé et sans concession sur l'actualité environnementale et le monde tel qu'il va.

Ces textes où l'humour côtoie la colère, où l'analyse joue la provocation, ne prétendent pas édicter une quelconque vérité. Ils revendiquent leurs partis-pris, leur subjectivité voire leur mauvaise foi ; ils assument leurs excès, leur impertinence et même leurs erreurs. Il ne faut pas y voir une démarche de journaliste, d'expert ou d'éditorialiste : c'est l'œuvre d'un observateur distillant ses humeurs iconoclastes comme des piqûres de rappel contre le fatalisme béat et le mythe d'une réforme des comportements aussi indolore que salvatrice.

L'imposture de la croissance verte, la schizophrénie d'une société qui prétend se soigner tout en chérissant ses maux, les positions étranges d'un écologiste qui refuse d'être « un croisé de l'environnement » ou d'un socialiste qui prétend combattre la pauvreté par la consommation, la fin du rêve en politique, mais aussi le combat contre la pollution des coureurs cyclistes ou encore la signification de l'acronyme DRH : les cibles ne manquent pas et si le propos fait toujours mouche, le rire qu'il génère est parfois jaune.

Parce qu'ils ne craignent pas de prendre le contre-pied de la bien-pensance et affichent parfois des positions que l'on qualifiera de radicales, il convient de préciser que ces billets politico-littéraires prônant l'ajout indispensable d'un « R » capital à une évolution déjà en peine de s'affirmer n'engagent que leur auteur !

Un auteur convaincu qu'il faut refuser de penser en rond, ne pas accepter le modèle que l'on nous impose comme inéluctable, croire que l'Homme a les pleins pouvoirs sur ses choix et qu'il sortira un jour de l'ivresse matérialiste dans laquelle il se perd. Un auteur dépourvu de solution clé en mains mais qui considère la résignation comme un suicide quotidien et espère que ces chroniques peuvent, très modestement, participer à l'agitation d'idées évitant d'y succomber.

Cet ouvrage rassemble les textes publiés au cours de l'année 2010.



«Politiquement incorrect»

un regard (im)pertinent sur
l'actualité environnementale
et le monde tel qu'il va

Editeur

Fédération Inter-Environnement Wallonie asbl
98, rue Nanon - 5000 Namur
t. 081 390 750
f. 081 390 751
info@iewonline.be

« Politiquement incorrect »

un regard (im)pertinent sur
l'actualité environnementale
et le monde tel qu'il va

Rédaction

Pierre Titeux

Conception graphique

Mathieu Rütimann

Mise en page

Alain Geerts

Editeur responsable

Christophe Schoune, 98 rue Nanon 5000 Namur

Imprimé sur papier 100% recyclé et blanchi sans chlore.

© Fédération Inter-Environnement Wallonie, décembre 2010

Avec le soutien de la Communauté française de Belgique



« Politiquement incorrect »

un regard (im)pertinent sur
l'actualité environnementale
et le monde tel qu'il va

sommaire

Préface	6
La quadrature du cercle vicieux	8
En terre inconnue : au Salon de l'Auto	14
Haïti : l'œuvre de Dieu, la part des diables	18
I love Farciennes	20
« <i>L'environnement, ça commence à bien faire!</i> »	26
Javaux la peine de le savoir...	28
Droit de suite (Javaux, IEW, Ecolo, la rupture, les petits pas, et moi et moi et moi...)	32
Critique de la déraison pure	36
« <i>Hé, M'sieur, faites-nous rêver...!</i> »	40
A poil électoral	44
Qui avale une noix de coco doit avoir confiance en son anus	48
Le nez dans la m...	52
Il n'y a pas de sevrage heureux	56
Bio, bio et con à la fois!	58
DRH – Destructeur de Relations Humaines?	62

Préface

Le monde complexe dans lequel nous évoluons en ce début de XXIème siècle s'accommode peu – voire pas – des idées simples. Nous nous trouvons confrontés à des situations sociales, économiques et environnementales face auxquelles il est généralement admis de se sentir démunis. Comme si tout cela nous dépassait, nous échappait, résultait de puissances supérieures devant lesquelles nous devons, au pire, nous incliner ou, au mieux, implorer la bienveillance. Les espoirs de lendemains qui chantent ont déperlé faute du terreau politique dans lequel s'enraciner. « Changer le monde » ne constitue même plus une utopie; c'est devenu un fantasme relativement bas-de-gamme. Le temps est à la résignation et il est mal venu de secouer les consciences qui somnoient.

Pourtant, le quotidien nous impose des réalités qui devraient dynamiter notre indifférence. Réalité, les exploités là-bas, condition de notre superflu à bas prix ici. Réalité, les réfugiés périssant dans leur exil vers des paradis où ils n'ont pas leur place. Réalité, les populations condamnées à crever à l'âge où les bien nés que nous sommes s'installent à peine dans la vie. Réalité, la dichotomie de plus en plus grande entre nantis et défavorisés. Réalité, cette Planète qui étouffe inexorablement sous la pression de nos excès. Réalité, aussi, l'absurdité d'une condition humaine de plus en plus réduite au double rôle de producteur-consommateur. Des réalités parmi beaucoup d'autres face auxquelles l'impuissance sert trop souvent d'alibi à l'indifférence, des infamies que nous nous croyons condamnés à subir sans même plus envisager de les combattre.

Dans ce contexte, le rappel de quelques évidences aussi simples qu'essentielles ap-

paraît incongru, considéré tantôt comme naïf, tantôt comme moralisateur, toujours comme « un peu facile ».

Le plus grand succès du modèle socio-économique dans lequel nous vivons est d'avoir réussi à transformer les revendications collectives en défense des droits acquis. Il importe ainsi plus, aujourd'hui, de veiller à préserver sa situation personnelle que d'œuvrer au mieux-être de tous. On a individualisé pour régner. Et ça marche... Des concepts comme la solidarité, l'équité, la dignité humaine mais aussi la primauté du politique, le bien commun, la responsabilité de l'Etat semblent relever d'un discours radical « politiquement incorrect » au sein d'une société où la pensée molle est désormais la norme.

Les chroniques rassemblées ici ont fait de ces évidences-là leur fil conducteur. Elles ont voulu démontrer, parution après parution, que le « pragmatisme », le « réalisme », le « consensus », le « compromis », la « cohésion sociale » et autres mots d'ordre aujourd'hui en vogue servaient trop souvent de prétexte à l'immobilisme et que le combat environnemental – indissociable du social et de l'économique tant ces domaines sont imbriqués et interdépendants – ne se gagnerait pas dans la demi-mesure, que les changements à la marge ne pourraient avoir d'autres effets que cosmétiques.

Ces textes où l'humour côtoie la colère, où l'analyse joue la provocation, ne prétendent pas édicter une quelconque vérité. Ils revendiquent leurs partis-pris, leur subjectivité voire leur mauvaise foi ; ils assument leurs excès, leur impertinence et même leurs erreurs. N'y voyez pas une démarche de journaliste, d'expert ou d'éditorialiste ; ce n'est que l'œuvre d'un chroniqueur distillant ses humeurs iconoclastes comme des piqûres de rappel contre le fatalisme béat et le mythe d'une réforme des comportements aussi indolore que salvatrice. Ces billets politico-littéraires prônant l'ajout indispensable d'un « R » capital à une évolution déjà en peine de s'affirmer n'engagent que l'indignation de leur auteur !

Un auteur convaincu qu'il faut encore et toujours refuser de penser en rond, ne pas accepter le modèle que l'on nous impose comme inéluctable, croire que l'Homme a les pleins pouvoirs sur ses choix et qu'il sortira un jour de l'ivresse matérialiste dans laquelle il se perd. Un auteur dépourvu de solution clé en mains mais qui considère la résignation comme un suicide quotidien et espère que ces chroniques peuvent, très modestement, participer à l'agitation d'idées évitant d'y succomber.

La quadrature du cercle vicieux

Le *coïtus interruptus* ayant marqué la fin du Sommet de Copenhague sur les changements climatiques donne depuis lors prétexte à des interprétations contrastées. Classique indémodable de la langue de bois politique, la bouteille « à moitié pleine » ou « à moitié vide » constitue l'essentiel de commentaires tellement alambiqués qu'ils en deviennent hermétiques à quiconque ne possède pas une connaissance universitaire du sujet. Les uns décèlent dans la bandaison hésitante autour de l'objectif de limitation du réchauffement global sous les 2°C les prémises de futurs orgasmes internationaux. Les autres considèrent au contraire que ces frémissements n'augurent en rien d'un accouplement entre des parties sans réelle attirance mutuelle. Et le public, lui, cherche à comprendre s'il doit se réjouir, s'inquiéter ou se désintéresser de l'affaire. Car après tout, cela faisait des mois sinon des années qu'on disait et répétait que le rendez-vous danois serait celui de la dernière chance, la négociation à ne pas rater sous peine de se trouver face à une situation devenue incontrôlable, un processus climatique irréversible et des conséquences dont la diversité et la multitude partageraient un même caractère dramatique. Et puis voilà que Copenhague est passé, qu'on ne sait trop ce qui y a été ou non décidé, et que personne ne semble vraiment s'inquiéter... La dernière chance se voit accorder un sursis jusqu'en décembre 2010 au Sommet de Mexico. Où là, c'est sûr et certain, il ne faudra pas laisser rater la négociation sous peine de etc. etc. Comme si, compréhensive et conciliante face à nos attermoissements géopolitiques et nos blocages économique-existentialistes, la Nature allait adapter son agenda et ralentir ses phénomènes en cours ! Ces circonvolutions diplomatiques et leur caution scientifique apparaissent tellement ridicules qu'on peut légitimement se demander si leurs auteurs prennent leurs délires pour des réalités ou s'ils se foutent carrément du monde...

Arrêtons la comédie : le débat sur la bouteille à moitié vide ou à moitié pleine n'a pas ici le moindre sens car la bouteille est bel et bien vide. La montagne de Copenhague n'a même pas accouché d'une souris, elle a fait une fausse couche. L'« accord politique » conclu apparaît tellement rachitique que son appellation relève de l'usurpation d'identité. Les optimistes par nature, par fonction ou par nécessité ont beau s'efforcer de nous rallier à la philosophie du « mieux que rien », les faits s'avèrent implacables : hormis la volonté – Ah, c'est beau, la volonté... Moi, par exemple, j'affirme ma volonté d'être riche et en bonne santé (je renonce à la beauté et à la célébrité car il faut savoir s'imposer des limites). Mon banquier et mon médecin sont priés d'en prendre bonne note et de cesser sans délai de me harceler, l'un avec mon découvert, l'autre avec ses ordonnances ! – hormis, donc, la volonté de limiter le niveau du réchauffement climatique global à 2°C par rapport à l'ère pré-industrielle, ces deux semaines de négociations débouchent sur le néant. Et se fixer un objectif sans définir un minimum de stratégie et de moyens permettant de l'atteindre descend sous le degré zéro de l'action politique. Accorder le moindre crédit à de telles déclarations, c'est entrer dans une logique amenant à saluer un gouvernement qui annoncerait vouloir supprimer le chômage, réduire les impôts, augmenter le revenu minimum, multiplier le nombre d'écoles et d'hôpitaux, offrir les soins de santé gratuits pour tous, proposer la semaine de travail de 25 heures sans perte de salaire et la retraite (dorée, tant qu'à faire) à 40 ans... sans proposer la moindre politique permettant de concrétiser son catalogue d'utopies. Dans le cas qui nous occupe, où l'urgence est proclamée et les catastrophes annoncées, cette légèreté s'apparente à de l'irresponsabilité, de l'incurie, de la non-assistance à planète et personnes en danger. Pour tout dire, le texte accouché au forceps ressemble fort à ces promesses sans lendemains que l'on concède à des enfants pour les calmer. Mais peut-on vraiment s'en étonner ?

Personne n'a jamais solutionné un problème sans s'attaquer à ses racines. Or, les niveaux de diminution des émissions de gaz à effet de serre indispensables pour limiter le réchauffement global – et, n'en déplaise aux discours politiquement corrects et soucieux de ne pas désespérer les foules, le plafond des 2°C à l'horizon 2100 semble d'ores et déjà devoir être dépassé – ces niveaux de réduction ne pourront être atteints sans une remise en cause des fondements même de notre modèle sociétal. Si de simples modifications de comportements et des avancées technologiques (énergies renouvelables, isolation des bâtiments...) suffiront pour engranger de premiers résultats, les étapes ultérieures imposeront aussi de sortir d'une économie construite sur le culte de la croissance. Ce discours, aucun responsable politique d'envergure n'a aujourd'hui le courage de le porter. Il est vrai que la promotion de la sobriété matérielle ne relève pas de l'électoralement rentable... On feint donc de croire que l'on pourra soigner le mal sans attaquer le virus. Et on s'étonne de l'échec !!! Celui-ci sera pourtant au rendez-vous aussi longtemps que l'on cherchera à résoudre la quadrature du cercle : consommer plus et produire plus en divisant nos émissions de gaz à effet de serre par 5. Car il ne s'agit pas ici d'idéologie mais de mathématique. Et la solution à l'équation qui nous est soumise n'est pas écologique mais philosophique.

Georges Monbiot, célèbre chroniqueur du quotidien anglais « The Guardian » a livré dans un de ses textes [1] une analyse édifiante à cet égard. « *Pour éviter un réchauffement global de 2°C, le GIEC suggère que le monde réduise, pour 2050, ses émissions à un niveau qui correspond à environ 15% du total des émissions en 2000. (...) Une réduction de 85% signifie, si le chiffre de population reste constant, que l'émission globale par tête devrait être réduite à 0,537 tonne pour 2050. Actuellement, le Royaume-Uni produit 9,6 tonnes par tête et les Etats-Unis 23,6 tonnes. Réduire ces quantités à 0,537 tonne signifie une diminution de 94,4% pour le Royaume-Uni et de 97,7% pour les Etats-Unis.* » Monbiot considère que ces chiffres sont vraisemblablement sous-estimés. D'abord parce que la population va atteindre 8 à 9 milliards d'ici 2050. Ensuite, parce que « (...) l'impact de la réponse de la biosphère n'a pas été complètement considéré, (...) ces rétroactions pourraient compter pour 18% dans le réchauffement global. » Enfin, parce qu'il y a cette croissance, véritable moteur de nos sociétés : si sa moyenne mondiale est de 3% d'ici 2030, cela nous amènera à consommer jusqu'à cette échéance (soit en 20 ans) « *l'équivalent de tout ce que nous avons consommé depuis que l'homme se tient sur ses deux pieds...* ». Conclusion ? « *Les vraies questions ne sont pas techniques ou économiques. La crise à laquelle nous faisons face requiert une profonde discussion philosophique, une réévaluation de ce que nous sommes et de ce que le progrès signifie. Débattre de ces matières ne fait de nous ni des saints ni des communistes ; cela montre seulement que nous avons compris la science.* »

Plus que d'une Conférence sur l'évolution du Climat, l'humanité aurait besoin d'un Yalta planétaire, d'un Bretton Woods sociétal, d'un Sommet international où toutes les cartes économiques, sociales et environnementales seraient mises sur la table pour définir une stratégie globale prenant en compte l'ensemble des enjeux. Confiner la question climatique à une Conférence spécifique, c'est en effet vouloir faire baisser la fièvre sans s'inquiéter de ce qui la génère, traiter le symptôme en ignorant le mal. Les remèdes pourront faire illusion quelque temps mais la gangrène continuera à miner le système et de nouvelles manifestations infectieuses apparaîtront et se succéderont inexorablement jusqu'à la mort inéluctable dudit système. La raréfaction des matières premières et la fin annoncée des énergies fossiles sont quelques-unes de ces dégénérescences qui, dans l'ombre des changements climatiques, œuvrent activement à la fin annoncée de notre civilisation consumériste. En élargissant le champ de la réflexion, on pourrait y ajouter une paupérisation continue ici (où avoir un travail ne prémunit plus de la misère) et ailleurs (où, pour des dizaines de millions de personnes, l'existence ne s'exprime pas en terme de vie mais de survie), un chômage structurel et endémique, un contexte géopolitique qui passera de l'instable à l'explosif au rythme des révoltes de la faim, des guerres pour l'eau et le pétrole, de la pression démographique et des migrations économiques.

Soyons lucides : aussi vitale soit-elle, une telle grand messe n'est pas pour demain. Bien que notre modèle économique ait d'ores et déjà montré ses impasses, il continue de régner sans partage et continuera sans doute jusqu'à sa mort. Nous n'avons pas en effet d'alternative « clé en main » à lui substituer. Et tant l'énergie que les moyens

1 « What is progress ? », in The Guardian, 04/12/2007

investis pour le maintenir en vie empêchent matériellement et psychologiquement tout travail de fond sur cette autre voie à défricher, baliser, mettre en service. Par ailleurs, le système actuel bénéficie de la légitimité d'une existence plus que centenaire dont les apports indéniables occultent les dommages considérables. Alors, « la croissance » reste investie de ce pouvoir magique censé résoudre tous les maux (chômage, exclusion...), l'injection d'un gène vert devant en outre la prémunir contre ses dérives passées. Et tant pis si une analyse rationnelle démontre que le progrès technologique conjugué à l'évolution démographique a définitivement découplé hausse du PIB et réduction du chômage, qu'en dépit d'un taux de croissance mondial allègrement positif depuis l'après-guerre, le nombre d'humains vivant sous le ciel de pauvreté n'a cessé d'augmenter de manière dramatique tandis que l'écart entre les plus riches et les moins nantis se creusait toujours davantage, que l'on a tendance à qualifier de « verte » toute production/consommation pauvre en carbone sans prendre en compte ses autres impacts environnementaux et ses consommations de ressources...

Contrairement aux apparences, établir et partager ces constats en période de vœux ne relèvent nullement du sado-masochisme. Bien au contraire. A l'heure de se souhaiter une « Bonne année », il m'apparaît important de démontrer et affirmer que si nous voulons que les suivantes soient toujours « bonnes », non seulement pour nous mais aussi pour celles et ceux à qui nous laisserons cette Terre en héritage, nous devons dès aujourd'hui, chacun(e) à notre niveau, œuvrer à changer le cours des choses. Il ne s'agit pas d'être catastrophiste ou chanter d'une quelconque régression de notre qualité de vie mais bien au contraire de devenir acteur d'une révolution sociétale qui surviendra soit avec nous, en douceur, soit contre nous, dans la douleur. Car, pour faire écho à deux personnalités tristement à l'honneur ces derniers jours : « *Dans la vie, ce qui compte, c'est pas l'issue mais c'est le combat...* » (Mano Solo) et « *Je suis révolté, donc je suis.* » (Camus).

Economiste et père de l'écologie politique (mais aussi co-fondateur du « Nouvel Observateur » et écrivain dont la « Lettre à D » [2] est une des plus belles déclarations d'amour jamais couchées sur papier), André Gorz a signé quelque mois avant de mourir, en 2007, un texte (inachevé) analysant parfaitement les enjeux; la course en avant et vers l'abîme du capitalisme de la croissance infinie, le piège tout aussi dangereux de la croissance verte et les alternatives qui s'ouvrent devant nous.

« (...) *L'imaginaire marchand et le règne de la marchandise empêchent d'imaginer une quelconque possibilité de sortir du capitalisme et empêchent par conséquent de vouloir en sortir. Aussi longtemps que nous restons prisonniers de l'imaginaire salarial et marchand, l'anticapitalisme et la référence à une société au-delà du capitalisme resteront abstraitement utopiques et les luttes sociales contre les politiques du capital resteront des luttes défensives qui, dans le meilleur des cas, pourront freiner un temps mais non pas empêcher l'intériorisation des conditions de vie. La « restructuration écologique » ne peut qu'aggraver la crise du système. Il est impossible d'éviter une catastrophe cli-*

matique sans rompre radicalement avec les méthodes et la logique économique qui y mènent depuis 150 ans. Si on prolonge la tendance actuelle, le PIB mondial sera multiplié par un facteur 3 ou 4 d'ici à l'an 2050. Or selon le rapport du Conseil sur le climat de l'ONU, les émissions de CO2 devront diminuer de 85% jusqu'à cette date pour limiter le réchauffement climatique à 2°C au maximum. Au-delà de 2°, les conséquences seront irréversibles et non maîtrisables. La décroissance est donc un impératif de survie. Mais elle suppose une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux. En leur absence, la décroissance risque d'être imposée à force de restrictions, rationnements, allocations de ressources caractéristiques d'un socialisme de guerre. La sortie du capitalisme s'impose donc d'une façon ou d'une autre. La reproduction du système se heurte à la fois à ses limites internes et aux limites externes engendrées par le pillage et la destruction d'une des deux « principales sources d'où jaillit toute richesse » : la terre. La sortie du capitalisme a déjà commencé sans être encore voulue consciemment. La question porte seulement sur la forme qu'elle va prendre et la cadence à laquelle elle va s'opérer. L'instauration d'un socialisme de guerre, dictatorial, centralisateur, techno-bureautique serait la conclusion logique – on est tenté de dire « normale » – d'une civilisation capitaliste qui, dans le souci de valoriser des masses croissantes de capital, a procédé à ce que Marcuse appelle la « désublimation répressive » – c'est-à-dire la répression des « besoins supérieurs » pour créer méthodiquement des besoins croissants de consommation individuelle, sans s'occuper des conditions de leur satisfaction. Elle a éludé dès le début la question qui est à l'origine des sociétés : la question du rapport entre les besoins et les conditions qui rendent leur satisfaction possible, la question d'une façon de gérer des ressources limitées de manière qu'elles suffisent durablement à couvrir les besoins de tous ; et, inversement, la recherche d'un accord général sur ce qui suffira à chacun, de manière que les besoins correspondent aux ressources disponibles. Nous sommes donc arrivés à un point où les conditions n'existent plus qui permettraient la satisfaction des besoins que le capitalisme nous a donnés, inventés, imposés, persuadés d'avoir afin d'écouler des marchandises qu'il nous a enseigné à désirer. Pour nous enseigner à y renoncer, l'écodictature semble à beaucoup être le chemin le plus court. Elle aurait la préférence de ceux qui tiennent le capitalisme et le marché pour seuls capables de créer et de distribuer des richesses ; et qui prévoient une reconstitution du capitalisme sur de nouvelles bases après que des catastrophes écologiques auront remis les compteurs à zéro en provoquant une annulation des dettes et des créances. Pourtant, une tout autre voie de sortie s'ébauche. (...) Produire ce que nous consommons et consommer ce que nous produisons est la voie royale de la sortie du marché. Elle nous permet de nous demander de quoi nous avons réellement besoin, en quantité et en qualité, et de redéfinir par concertation, compte tenu de l'environnement et des ressources à ménager, la norme du suffisant que l'économie de marché a tout fait pour abolir. L'autoréduction de la consommation, son autolimitation – le self-restraint – et la possibilité de recouvrer le pouvoir sur notre façon de vivre passent par là. (...)

14 janvier 2010

En terre inconnue : au Salon de l'Auto

Contrairement aux personnalités actrices de l'émission phare [1] du PAF (Paysage audiovisuel francophone) à laquelle renvoie le titre de cette chronique, j'ai su dès le départ où s'opèrerait mon immersion au sein d'un univers et d'une population étrange(r)s. Mieux, j'ai moi-même choisi ma destination. Désireux de percer les motivations d'hommes et de femmes sacrifiant chaque année à un pèlerinage dont le sens m'échappait, j'ai décidé d'affronter mes phobies pour me mêler à eux, les écouter, les observer et enfin, peut-être, les comprendre. Car plus de 600.000 personnes – soit un Belge sur 17 ! – convergeant vers un lieu sacré pour y communier autour du même dieu, cela n'a rien d'anecdotique et ne peut être ni moqué ni ignoré sans autre forme de procès. En route, donc, pour l'*European Motor Show Brussels*, de son petit nom, le Salon de l'Auto.

L'objectivité m'oblige à avouer que j'entretiens avec les salons et autres foires, quel que soit leur objet, une relation que l'on peut qualifier de difficile. Ma dernière expérience du genre remonte ainsi à près de 20 ans et m'a vu traverser Batibouw à la vitesse paniquée du gibier poursuivi par la meute. Sitôt propulsé dans les allées bruyantes et grouillantes du Heysel, ma quête d'information originelle s'était en effet muée en recherche désespérée d'une sortie, oubliés tout à la fois de mes interrogations sur les dernières innovations en matière de pommeaux de douche économiques et d'une compagne abandonnée dans ce magma humain. J'éprouvais donc une légitime appréhension à

.....
1 Pour les téléphobes, « En terre inconnue » est une émission multi primée et en phase de cultisation emmenant des people partager quelque temps le quotidien (tellement dur mais tellement authentique) de peuplades retirées (tellement loin de tout) et/ou en voie de disparition (tellement dramatique). Le principe et le sel de l'émission veulent que la personnalité participant à ce trip anthropologique ignore en embarquant si elle se retrouvera au-delà du cercle polaire, au cœur de l'Amazonie, au fin fond du Sahara ou dans la steppe mongole.

l'idée de replonger dans ce milieu hostile mais étais dans le même temps décidé à faire face vaillamment.

Ayant opté pour un ticket B-Excursions [2] combinant voyage en train et entrée au Salon, je me suis épargné la double peine précédant l'accès au Saint des saints : d'une part, grossir la queue des pèlerins attendant l'acquisition du précieux sésame en évoquant tantôt la hiérarchie de leurs dévotions – « *D'abord Ferrari, hein, puis Porsche : leur nouveau Boxster Spyder, ça à l'air d'êt'kèk'chose. On aura l'temps de se balader à l'aise après, en semaine, ça n'ferme qu'à 8 heures...* » – tantôt l'objet de leur curiosité – « *J'suis quand même curieux d'voir à quoi ressemble en vrai l'bébé (??? – NDRL) d'chez Peugeot. Y'z'ont montré des images à la télé, c'est d'un moche ! On dirait une bouchée Côte d'Or à moitié écrasée ! T'sais, les éléphants avec du praliné d'dans... En tout cas, tu m'las donnerais qu'j'en voudrais pas !* » – dans un langage mystérieux aux oreilles du profane ; d'autre part, être confronté directement au fait de payer pour visiter ce qui n'est somme toute qu'un show-room surdimensionné.

Une fois l'entrée franchie, je me trouve instantanément plongé dans le maelstrom de bruit, de lumière et d'agitation que je redoutais. Mais pas question de fuir : je dois affronter et surmonter mes répulsions ! Je me ressaisis donc, adopte une attitude de retrait – relativement aisée vu que, contrairement à celles et ceux qui m'entourent, je n'ai pas prétention d'accéder aux stands, de prendre des photos ou de faire provision de dépliants divers – et me concentre sur l'objet de ma mission : observer, ouvrir grands yeux et oreilles pour recueillir un maximum d'informations utiles à la compréhension du phénomène auquel j'assiste.

Ce qui me frappe avant tout, c'est le besoin d'appropriation – toute symbolique... – qui anime l'immense majorité des visiteurs. On ne se contente pas de regarder, il faut toucher l'icône, plonger dans ses entrailles, investir son siège, caresser ses volant, tableau de bord et levier de vitesse. Puis, surtout, il convient d'immortaliser l'instant par un cliché dont la valeur semble indexée sur l'appropriation évoquée plus haut : la photo du véhicule seul constitue le minimum acceptable ; une pose en pied ou – mieux – agenouillé devant la carrosserie prend une valeur supplémentaire sans comparaison toutefois avec celle que revêt l'image où le visiteur (ou la visiteuse) apparaît au volant du bolide de ses rêves. Le summum est atteint lorsque ce moment de magie enfantine est complété par la présence sur le siège passager d'une hôtesse au sourire et au décolleté amènes qui, dans des cas d'abandon ultime, complète la pose d'un bras effleurant les épaulés du héros.

L'hôtesse constitue d'ailleurs l'autre élément remarquable du Salon. Noire, brune ou blonde elle est omniprésente (à l'inverse des crinières rousses et des peaux d'ébène...),

1 Saluons au passage ce geste commercial de la SNCB qui offre un tarif préférentiel pour un événement à la gloire de ce qui est un de ses « concurrents » – même si le politiquement correct invite à parler plutôt de complémentarité. Les lobbies automobiles pourraient s'inspirer utilement de ce fair-play, eux qui fustigent de manière récurrente les investissements jugés trop importants dans les transports publics « au détriment » de la route.

pour le plus grand plaisir d'un public mâle dont les regards décrochent régulièrement des courbes aérodynamiques de la flotte pour se poser sur celles tout aussi étudiées des beautés barbies titillant leurs pulsions (d'achat ?). Sans tomber dans la muflerie machiste de ce visiteur arrêté pour harcèlement des belles et considérant « *normal qu'il importune les hôtesse, elles ont choisi ce métier* » [3], force est de constater que le fantasme éculé de la bimbo et de la belle caisse est cultivé ici avec un soin frisant l'obsession en même temps que le ridicule. On doute raisonnablement que le père de famille venu avec madame et les deux enfants checker l'offre en monospaces (eh oui, désormais, passé le cap de l'enfant unique, le monospace s'impose...) envisage un seul instant de se voir offrir en option l'avenante pin-up qui l'accueille sur le stand. Pourtant, les cadors du marketing moteur semblent encore et toujours voir en la gente féminine érotisée une force d'attraction et de conviction considérable. Alors, on met le paquet. De la pointe des cheveux à celles des seins, du dessin des lèvres à celui du popotin, du regard qui aguiche au sourire de biche, des attitudes en position debout, penchée ou assise aux tenues dans lesquelles le rôle exact de chaque centimètre de tissu semble avoir été soigneusement pensé (et ce n'est pas évident de trouver le fragile point d'équilibre au-delà duquel la courtreur d'une jupe ou la profondeur d'un corsage bascule de la séduction dans la vulgarité...), tout est étudié pour donner au visiteur sous testostérone l'illusion d'évoluer dans une autre dimension, un univers parallèle où toutes les voitures sont rutilantes et toutes les filles étincelantes, un monde idyllique (enfin, pour le visiteur standard !) qu'il aura – du moins, c'est l'objectif – envie de prolonger.

En sortant au bout de deux heures de visite/observation, je restais avec mes interrogations quant aux motivations de la foule que je venais de côtoyer. Bien sûr, j'avais vu quelques personnes réellement en quête d'un nouveau véhicule mais l'immense majorité m'avait semblé animée par une réelle passion, éprouver un réel plaisir à voir et toucher « *l'dernier modèle de chez Peugeot qu'ils pourront jamais se payer* » comme le chantait déjà Renaud en 1975 [4]. Ces notions de « plaisir » et de « passion » relevant de l'irrationnel, il était somme toute normal que je ne puisse les comprendre dès lors que j'y étais insensible... Ceci acté, ce qui m'apparaissait jusqu'alors comme une évidence instinctive se trouvait soudain conforté : s'il est si difficile de modifier les comportements de mobilité et de sortir de l'autocentrisme, c'est que le rapport unissant l'individu à la voiture échappe, pour partie du moins, à la raison. Partant de là, il serait utopique de compter uniquement sur la sensibilisation et le bon sens pour faire changer les choses : tôt ou tard, il faudra oser prendre des mesures qui déplaisent...

28 janvier 2010

Haïti : l'œuvre de Dieu, la part des diables

Face au drame qui frappa Haïti le 12 janvier dernier, la décence imposait un devoir de réserve. La mort, la destruction et la douleur méritaient un respect interdisant la polémique et les billets d'humeur. Aucune pertinence ne pouvait justifier l'opportunisme malsain de propos surfant sur la vague du malheur. Mais après un mois de silence et de recul, il me semble aujourd'hui permis d'exprimer quelques commentaires sur cette catastrophe dont l'origine naturelle ne saurait occulter les responsabilités humaines expliquant son ampleur.

Nul, jamais, ne pourra éviter ou maîtriser les soubresauts de la Nature. Tremblements de terre, ouragans, irruptions volcaniques et autres tsunamis sont là pour nous rappeler ponctuellement les limites de notre anthropocentrisme et le caractère chimérique de sa prétention à la toute-puissance. Nous avons par contre une prise directe sur les conséquences plus ou moins catastrophiques de ces événements. Nos choix de développement offrent un terreau plus ou moins fertile aux dégâts.

Lors du tsunami qui déferla sur la Thaïlande en 2004, le bilan matériel et humain fut démultiplié par l'éradication de la mangrove, cette bande de végétation littorale dominée par des palétuviers qui aurait fait barrage aux assauts des vagues si elle n'avait été détruite pour permettre la construction d'hôtels « pieds dans l'eau ».

Dans son récit du séisme haïtien qu'il vécut en direct, l'écrivain Dany Laferrière note : « *Même à 7, 3 sur l'échelle de Richter, ce n'est pas si terrible. On peut encore courir.* »

C'est le béton qui a tué. Les gens ont fait une orgie de béton ces cinquante dernières années. De petites forteresses. Les maisons en bois et en tôle, plus souples, ont résisté. » [1] Pas question, bien entendu, de prôner en conséquence le maintien de la population dans des cahutes souvent insalubres. Mais on se doit de mettre en évidence les ravages de l'appropriation anarchique d'un modèle de civilisation inadapté à la spécificité du lieu. Pour les Haïtiens, une construction « en dur » apparaissait synonyme de progrès et confort. Construite sans précaution particulière sur une faille sismique, la maison idyllique se mua aux premières secousses en sarcophage hermétique...

La vulnérabilité de l'île aux cyclones apparaît plus édifiante encore. Des experts ont en effet pointé la disproportion colossale des dommages causés par le passage de pluies et de vents de même intensité en Haïti, d'une part, et chez sa jumelle dominicaine ou sa voisine cubaine, d'autre part. On a ainsi vu un cyclone faire plus de 1.300 morts ici contre un seul à Cuba qu'il traversa pourtant avec une puissance accrue. L'explication : la déforestation. Sur les collines de l'île, la quasi totalité des arbres ont été abattus afin de produire du charbon de bois permettant de cuisiner. Dès lors, à chaque précipitation tant soit peu soutenue, les eaux déferlent librement en emportant des terres qu'aucune racine n'ancre plus au sol... Destructions et morts sont alors les invités d'horreur de ces glissements de terrain.

Dans un cas comme dans l'autre, il n'y a pas de fatalité, le pire sinon le grave pourrait être aisément évité. Il « suffirait » de mettre à disposition du pays une expertise technique en construction anti-sismique et d'adopter un cadre légal soumettant toute nouvelle construction à l'obtention préalable d'un certificat garantissant qu'elle respecte les normes en la matière. La distribution de fours solaires endiguerait quant à elle la déforestation sauvage. Ce n'est pas cher, un four solaire ; une infime partie des dons récoltés dans « l'immense élan de solidarité en faveur du peuple haïtien » permettrait de doter ledit peuple de cet outil tout à la fois utile et préventif. Malheureusement, la prévention, ce n'est pas très porteur en terme de marketing humanitaire et les chances de voir un jour un *solarcookingthon* sont carrément inexistantes. La solidarité humaine est ainsi faite qu'elle se mobilise pour reconstruire plutôt qu'éviter de détruire. Elle marche à la pitié. Elle a besoin de voir le malheur et la mort pour s'activer. Demandez un euro pour déminer un terrain infesté d'armes anti-personnel, on vous éconduira poliment ; demandez-en dix pour offrir une prothèse à un enfant ayant croisé le chemin de cette saloperie conçue pour mutiler, on vous les donnera instantanément. De même, un crève la faim africain ne peut espérer susciter notre empathie et notre générosité avant d'avoir atteint ce point (parfois de non retour pour lui...) où ses os saillant sous la peau nous piqueront au cœur. C'est là le mal récurrent de notre espèce : nous sommes capables de très grandes choses face aux problèmes mais aveuglément réfractaires aux petites mesures qui permettraient de les esquiver...

11 février 2010

I love Farciennes

Indépendamment de son bien fondé ou, au contraire, de son caractère inacceptable, le refus par Philippe Henry du permis pour la construction du complexe Città Verde à Farciennes aura eu un mérite incontestable : amener dans la lumière un jeune homme formidable, un porteur de projet enflammé, un élu visionnaire. Mayor de la commune flouée par l'ukase ministérielle, Hugues Bayet s'est en effet déployé sur le front médiatique pour exprimer toute la déception, la colère, l'amertume, la révolte que lui inspire la fatwa lancée par l'ayatollah Ecolo contre un projet devant marquer le renouveau de sa cité. Et franchement, je regrette d'avoir dû attendre ces tristes circonstances pour découvrir la fulgurance et la profondeur de la pensée politique de cette jeune poussée socialiste qui n'a d'ores et déjà plus rien à envier à ses barons tutélares.

Pour celles et ceux qui rentreraient d'un séjour prolongé à l'étranger ou n'auraient d'autre source d'info que cette newsletter, un rapide rappel des faits et de leur contexte s'impose.

Donc, Philippe Henry, ministre wallon en charge de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité, a refusé d'octroyer le permis pour la construction à Farciennes d'un complexe de 60.000m² baptisé Città Verde et devant accueillir quelque 40.000m² de surfaces commerciales, essentiellement dédiées au « confort de la maison », ainsi que des appartements, un hôtel quatre étoiles, un complexe sportif, une crèche de 144 places et même une maison des jeunes, c'est dire si la dimension sociale de l'affaire n'avait pas été oubliée. Bien que les promoteurs aient tout fait pour donner une touche *verde* à leur projet, prévoyant une façade végétale favorisant son intégration

dans le paysage et tout plein de panneaux photovoltaïques même plus subsidiables, celui-ci a été victime de la censure écolo-dogmatique. D'où le courroux du mayer Bayet.

Il faut le comprendre : quand on a, comme lui, la responsabilité d'une des communes les plus pauvres de Belgique, gangrenée par l'insécurité et le chômage, voir passer sous son nez un investissement de 200 millions d'euros créateurs de 1.500 emplois, c'est le genre de couleuvre qu'on ne peut pas avaler sans hauts le cœur. Alors, il extériorise ses aigreurs et continue à lutter pied à pied pour un projet dont très peu ont compris la réelle portée et les véritables enjeux. Car Città Verde n'est qu'une étape, capitale, certes, mais une étape, pas un aboutissement en soi. « *Hugues Bayet veut croire que le projet ira de pair avec le développement d'activités sur les terrils : quad, équitation, parapente...* » nous apprend ainsi « *Le Vif* » daté du 19 février. Et dans la foulée, le divin édile nous révèle l'objectif final : « *L'aéroport de Charleroi se situe à moins de sept minutes. On pourrait se profiler comme destination pour les mini-trips : les gens passeraient le samedi au centre commercial, ils iraient voir Charleroi-Anderlecht le soir et, le dimanche, ils s'adonneraient à des loisirs d'extérieur.* » Alors, là, je dis : « ... » En fait, non, je ne dis rien ; j'en reste sans voix.

Ceux que le gigantisme du projet perturbait et qui voulaient y déceler des opérations de blanchiment de fonds forcément suspects puisque d'origine italienne – ah, les salauds ! On n'est même plus dans la caricature, là ; on frise la xénophobie et l'insulte à Etat étranger –, ceux-là, donc, peuvent remballer leurs sous-entendus calomnieux : l'opération est des plus transparentes et s'inscrit dans une stratégie touristique aussi ambitieuse que novatrice. Rome, Florence, Venise, Madrid, Barcelone, Paris, Prague, Londres, Copenhague ou Stockholm, c'est vachement restrictif comme destination de week-end aéroporté. Et puis les gens en ont marre des vieilles pierres, aussi remarquables soient-elles. Il faut offrir quelque chose de différent et le mini-trip à Farciennes, c'est de l'inédit, du surprenant, du 100% dépaysement. Vraiment, là, respect : ça c'est de la vision prospective, de la stratégie fine, du projet politique ambitieux ! Et il faudrait accepter sans broncher de voir cette success-story en devenir étouffée dans l'œuf par un ministre novice sous l'influence de Khmers verts formés dans les officines de la pensée environnementale la plus radicale ? Jamais ! Et d'autant moins que tout était en place pour avancer vite et bien. Le 30 mai 2009, Monsieur Hugues entouré d'une belle brochette de personnalités carolos (Paul Magnette, Christian Dupond, Véronique Salvi...) avait même posé la première pierre du futur complexe.

Précision utile pour qui s'étonnerait que l'on puisse poser la première pierre d'une construction ne disposant pas de toutes les autorisations nécessaires, l'action était « symbolique ». Et, excusez-moi, mais tout le monde a le droit de rêver. Ainsi, en ce qui me concerne, j'ai « symboliquement » triomphé de Pantani, Armstrong et Virenque au sommet du Mont Ventoux, j'ai offert à un public symbolique un riff de guitare tout aussi symbolique mais pourtant mémorable et je tairai d'autres trips qui pour être symbo-

liques n'en méritent pas moins une certaine discrétion. Si quelques grands enfants ont envie de se retrouver et de partager un bon moment en jouant à « je pose la première pierre (symbolique) de mon super complexe (symbolique) », je vois mal de quel droit on les blâmerait...

Quoi qu'il en soit, étant obtus de l'intellect et dubitatif de nature, je me cogne à un certain nombre de questionnements et d'incompréhensions concernant les vertus attribuées à Città Verde.

Comment, par exemple, peut-on espérer sortir une commune de sa pauvreté en y installant un complexe commercial ? Dit autrement, par quel miracle psycho-sociologique le fait d'exposer sous les yeux d'une population paupérisée une myriade d'objets qu'elle n'a pas les moyens de s'offrir (pour autant qu'elle en ait l'envie) contribuera-t-il à son mieux-être ? Evidemment, il y a ces 1.500 emplois créés. Enfin, 1.500, c'est une estimation haute. Refusons le défaitisme des oiseaux de mauvaise augure qui évoquent un solde nul et prenons une hypothèse de 750 postes nouveaux. Quelqu'un s'est-il posé la question de savoir si les profils recherchés correspondront à la main d'œuvre locale ? On peut douter qu'un ancien métallo se reconvertisse efficacement en personnel de vente au « Palais de la soie »...

Admettons – ce qui exige quand même une sacrée ouverture d'esprit – que l'hôtel quatre étoiles fera le plein de touristes en mini-trip au pays noir et de passagers de *Brussels South Airport* prêts à dépenser pour une nuitée à l'ombre des terrils plus que le coût de leur voyage low-cost... Quid des 90 logements proposés dans le complexe ? Qui peut raisonnablement croire qu'il suffira d'offrir du neuf confortable pour attirer à Farciennes une population plus favorisée ? Des quartiers entiers de Bruxelles témoignent de la difficulté de réintroduire la mixité sociale dans des zones stigmatisées comme « difficiles ». Soit les biens seront mis sur le marché à des prix relativement élevés et ils resteront vides car les classes disposant de revenus suffisants pour se les offrir préféreront aller habiter ailleurs. Soit les loyers seront bas et on ne fera alors que transposer dans ce nouvel espace les problèmes auxquels la ville est confrontée.

J'en reste donc avec toutes mes interrogations quant à la manière dont Città Verde pourrait améliorer la situation de Farciennes... La seule hypothèse que j'entrevois est liée aux revenus fiscaux générés par les commerces. Si tel est le cas, je le dis tout net : là, Hugues, tu me déçois ! La taxe sur les commerces, c'est bien, mais il y a moyen de faire mieux, beaucoup mieux. Quand on ambitionne d'imposer Farciennes comme destination touristique, on ne peut pas jouer gagne-petit, il faut viser haut, le sommet. Je suggère donc de recentrer le projet sur les jeux de hasard. Un super-casino, cela aurait quand même plus de gueule que des boutiques de vaisselle, tapis-plain, luminaires et salles de bain ! Et avec des taxes sur les machines à sous allant de 20 à 50% des mises, c'est le banco assuré. Vraiment, le casino, c'est LA solution. Tout le monde y gagnera.

La population locale y trouvera son compte car la sociologie atteste que plus on est pauvre, plus on confie au hasard ses espoirs de richesses. Les Farciennois ne seront donc plus contraints de traîner en regardant des babioles qu'ils n'achèteront jamais ; ils pourront devenir pleinement acteurs du développement régional. Et, de temps en temps, certains décrocheront même le jack-pot. Ça, c'est de l'ascenseur social efficace.

Pour renforcer l'attractivité internationale du projet tout en développant une synergie régionale, Franco Dragone devra être sollicité. Lui qui aime l'ambition, veut redonner du souffle à sa terre natale et n'hésite jamais lorsqu'il y a un budget à prendre ne pourra qu'être enthousiasmé par ce Las Vegas-sur-Sambre. Il saura créer pour Farciennes un de ces shows qui ont fait sa réputation jusqu'aux confins du Nevada. Avec ça, on le tiendra, le mini-trip de rêves !

Et plus question que ce décideur amateur d'Henry joue les trouble-fêtes. Absence de concurrence à proximité (le Casino de Namur, c'est juste une cour de récréation pour les petits bourgeois locaux), les surfaces concernées auront été revues à la baisse (Don Morro, le promoteur made in Italia, comprendra la démarche), le trafic généré par la clientèle sera nettement moindre (moins de flux automobiles pour plus de flux financiers, c'est la formule gagnante !) : Monsieur le Ministre n'aura plus le moindre argument pour refuser le projet. Et nul doute que les autorités régionales comprendront la plus-value de cette initiative pour la Wallonie et accorderont sans hésiter leur visa à l'exploitation.

En fin de compte, l'histoire se répète : Las Vegas s'est en effet imposée comme capitale du jeu au moment de la grande dépression des années 30, alors que plusieurs des filons de cuivre et autres métaux exploités dans la région s'étaient épuisés et que les mines fermaient... Quelle formidable communion de destins ! Et quel exemple pour forcer un avenir radieux !

Maintenant que voilà posées les bases d'un réel projet porteur pour Farciennes et ses finances, il convient de s'interroger sur les mécanismes qui peuvent conduire le bourgeois – dont je ne doute pas un instant (et c'est écrit sans aucune ironie...) qu'il ne pense qu'au bien de ses administrés – et beaucoup d'autres à voir dans Città Verde une plus-value pour la commune.

L'article du « Vif » évoqué plus haut révèle que la porte du bureau d'Hugues Bayet à la maison communale est ornée d'une affiche clamant « *Le capitalisme nuit gravement à la santé* ». Mais Città Verde, c'est le capitalisme dans toute sa vanité et son arrogance ! Des promoteurs vont investir 220 millions dans la construction d'un complexe dont ils revendront les divers éléments avec des plus-values qu'ils espèrent juteuses. Peu importe ce que deviendra ensuite leur « œuvre », qu'elle prospère ou au contraire périclite au fil des ans, enfonçant toujours davantage Farciennes dans son marasme économique et social.

Hugues, mon gars, tu aimes Farciennes mais l'amour ne doit pas te rendre aveugle. La rédemption par le centre commercial... Le salut par la consommation... Tu es conscient de l'aberration du projet ? Tu te rends compte du décalage avec tes idéaux socialistes ?

Il n'y a pas de solutions miracles, camarade. Le renouveau ne passera pas par le pognon « facile » mais par un travail de fond conjuguant un accompagnement social serré et un redéploiement économique pensé sur le long terme, basé sur la création de valeur(s) – pas exclusivement économique – plutôt qu'ancré dans le consumérisme le plus artificiel.

« Quand je donne à manger aux pauvres, on me dit saint ; quand je demande pourquoi les pauvres ont faim, on me dit communiste » constatait l'évêque brésilien, dom Hélder Cãmara. Les laudateurs de Città Verde ne risquent pas pareil compliment (ah moins que ce ne fut une critique... ?). Ils ont en effet totalement omis de se demander pourquoi Farciennes connaissait la crise et le chômage et, a fortiori, que faire pour l'en sortir réellement et durablement.

25 février 2010

« *L'environnement, ça commence à bien faire !* »

Après le « *Casse-toi, pauv'con !* » de 2009, Nicolas Sarkozy a ponctué cette année sa visite au Salon de l'agriculture d'une autre petite phrase sans doute moins spontanée mais toute aussi percutante. Le Président français a en effet déclaré : « *Je voudrais dire un mot de toutes ces questions d'environnement parce que, là aussi, ça commence à bien faire.* »

Ainsi donc, le compagnon-bâtitteur du Grenelle de l'environnement, le missionnaire de la pensée écologique, le Che vert appelant à la révolution sociétale pour sauver la Planète, considère désormais que « *l'environnement, ça commence à bien faire* ».

Cette prise de position en forme de tête-à-queue apparaît d'autant plus surréaliste qu'elle s'est opérée face à une profession dont on peine à dire qu'elle vit sous le joug d'une dictature écologique. Si l'agriculture était majoritairement soucieuse de préserver ses matières premières que sont la terre, l'eau et l'air d'un abus d'intrants, pesticides, herbicides ou effluents d'élevage, cela se saurait... et elle serait sans doute dans une situation économique moins dramatique qu'actuellement. La saillie sarkozienne prend d'ailleurs un sel supplémentaire lorsqu'on la confronte au dernier rapport de la Cour des Comptes française qui appelle l'Etat à « *une politique plus volontariste* » en matière de pollution agricole, déplorant une « *action répressive insuffisante* » et une « *approche routinière* ». Ce n'est pas la nouvelle ligne tracée par Sarkozy qui pourra faire évoluer favorablement cet état des lieux catastrophique... Si l'on s'en réfère à l'exemple choisi pour illustrer le présidentiel propos, la situation risque même plutôt de passer de grave à désespérée. Le chouchou à sa Carlita montre en effet qu'il n'a peur de rien, surtout

pas du ridicule, en déclarant : « *Sur les normes environnementales, je souhaite qu'on montre l'exemple mais qu'on avance en regardant ce que font les autres, parce que sinon, il n'y aura plus d'éleveurs de porcs bientôt chez nous.* » Les Bretons qui voient le sol et les nappes phréatiques de leur région mourir des quantités de lisier générées par les porcheries industrielles doivent être en pleine analyse sémantique pour savoir s'il s'agit d'une promesse ou d'une menace...

L'épisode pourrait paraître anecdotique mais il est au contraire tristement révélateur de la place qu'occupent encore et toujours les enjeux environnementaux dans l'esprit des décideurs. Hors des discours et déclarations d'intention à la gloire du développement durable, ils restent essentiellement perçus comme des bâtons mis dans les roues du système de production, des obstacles entravant la bonne marche de l'économie. On peine visiblement, dans les cercles du pouvoir, à en faire un paramètre décisionnel à part entière et, plus encore, à y voir une opportunité à exploiter plutôt qu'une contrainte à subir ou à contourner. Ils deviennent ainsi des handicaps à une agriculture rentable alors qu'ils devraient être le moteur d'une agriculture respectueuse du milieu mais aussi de la qualité de sa production et du bien-être tant sanitaire que financier de ses travailleurs...

Et c'est la même logique périmée qui prévaut lorsqu'on s'obstine à vouloir « sauver » des industries condamnées à terme au lieu d'injecter les capitaux et de recycler main d'œuvre comme savoir-faire dans des activités répondant aux besoins et à la réalité du monde de demain.

Décidément, le combat est loin d'être gagné ; il commence à peine...

11 mars 2010

Javaux la peine de le savoir...

« *Je ne serai pas porteur de politiques de rupture.* » Ben voilà... C'est clair, net, sans ambiguïté. En confiant au « Soir » [1] son refus « *d'être de nouveau le missionnaire ou l'éclaireur écologique* » et son choix de « *la politique des petits pas* », le (co)président d'Ecolo a levé les doutes qui auraient pu planer sur la stratégie du parti vert : l'heure n'est pas à la révolution mais à la réforme, et encore, en douceur. « *En politique, il faut avoir la plus grande adhésion de la population et si possible de tous les acteurs. En 2003, on s'est retrouvés à 7% des voix après avoir essayé, parfois de façon très radicale, de changer certains comportements !* » [2] C'est raisonnable, pragmatique, électoralement opportun(iste). On peut toutefois légitimement se demander si cette position est bien en phase avec les exigences de l'urgence environnementale. Car si la situation est vraiment aussi grave que les experts le dénoncent – et elle l'est malheureusement –, il importe d'y faire face avec des mesures à la hauteur de cette gravité, ce qui ne saurait s'accommoder d'une stratégie des petits pas. Quand la maison brûle, on ne peut espérer éteindre l'incendie avec un goutte-à-goutte...

Le *stratego* politique d'Ecolo, comme celui du PS, du MR, du CDh et tutti quanti, ne

1 « Le Soir » des 20 & 21 mars 2010

2 Si ma mémoire ne m'abuse, les analystes avaient alors attribué la défaite électorale d'Ecolo à la menace qu'il a fait peser sur le Grand-Prix de Francorchamps (en s'opposant à une dérogation y autorisant la pub pour les cigarettes) et à une déclaration d'un mandataire vert en faveur de l'institution d'un régime républicain en Belgique. On peut légitimement se demander quel est le poids politique d'une voix que de telles peccadilles suffisent à détourner d'un parti... Autrement dit, n'est-il pas préférable d'avoir 10% d'électeurs convaincus par un programme que 20% dont la moitié sont prêts à vous quitter si vous défendez les idées que vous croyez justes ? Posez la question me semble y répondre mais, manifestement, les têtes pensantes Ecolo ont une autre analyse.

concerne que ses dirigeants et militants. Il n'empêche que le discours de Jean-Michel Javaux, tristement réaliste voire fataliste dans le chef d'une formation sensée être à la pointe du combat pour une Planète viable, a de quoi laisser perplexe tout défenseur de l'environnement.

Qu'un parti, qui plus est se voulant « de gouvernement », soit contraint d'adapter son programme aux contraintes de la réalité et du compromis, on peut le comprendre sinon l'accepter. Mais que ce parti édulcore son discours pour ne pas choquer, qu'il renonce à « *porter seuls des projets qui sont ressentis comme étant contre la population* » alors même qu'ils devraient être au cœur de son combat, cela devient plus contestable voire condamnable.

Car cette politique de rupture dont Javaux refuse de voir Ecolo endosser le leadership, c'est précisément la spécificité de l'enjeu environnemental. Tous les indicateurs témoignent de la nécessité de rompre avec le système dans lequel nous évoluons depuis plus d'un siècle, de renoncer au culte de la production et de la consommation infinies. Non seulement parce que ce modèle menace la survie même de la planète et de ses occupants mais aussi parce qu'il ne pourra perdurer faute de matières premières pour le faire tourner et enfin parce qu'il a montré ses limites et ses impasses en agrandissant le fossé entre les plus riches et les plus pauvres, tant au niveau des individus que des pays.

« *La défense de l'environnement exige de nous une rupture fondamentale.* » [3] – « *Il y a urgence pour une révolution écologique.* » [4] – « *C'est bien à une révolution que nous invite ce Grenelle de l'environnement. Une révolution dans nos façons de penser, dans nos façons de décider, une révolution dans nos comportements, dans nos politiques, dans nos objectifs et dans nos critères.* » [5] : « *rupture fondamentale* », « *révolution écologique* », ces concepts ne sortent pas de la bouche d'un khmer vert illuminé mais de celle de Nicolas Sarkozy au temps où il était encore politiquement correct et électoralement rentable de s'afficher conscient des enjeux environnementaux. Depuis lors, les crises financières, économiques et sociales sont passées par là, renvoyant l'environnement au rang de préoccupation secondaire, voire de combat nombriliste pour bobos exaltés et scientifiques alarmistes. Sarkozy a enterré sa taxe carbone, trouvé dans l'écologie la cause de tous les maux agricoles, relancé le nucléaire, abjuré sa foi verte et immolé son Grenelle de l'Environnement sur le bûcher de la relance. Ecolo semble quant à lui renoncer à ses priorités écologiques et à ses choix de société novateurs afin de soigner son image de parti honorable et de gestionnaire responsable. Dont acte. Reste à savoir si le dividende électoral que le Maréchal Javaux escompte de l'opération sera à la hauteur de ses espérances et lui permettra de renforcer ses positions ou si, au contraire, ce profil bas affiché par les Verts ne risque de leur faire mordre plus rapidement la poussière. Ce qui est leur problème et le restera... pour autant qu'ils n'entraînent pas dans leur chute le combat environnemental.

3 Tribune de Nicolas Sarkozy publiée dans « Le Figaro » du 8 novembre 2006

4 Discours à l'occasion de la signature du « Pacte écologique » le 31 janvier 2007

5 Discours de clôture du Grenelle de l'environnement, le 25 octobre 2007

Soyons clairs : rouge, vert, bleu, orange, blanc, noir, jaune ou violet à petits pois, peu importe de quelle couleur se parent les avancées écologiques ; ce qui compte, c'est qu'elles existent, qui plus est fortes et rapides car ce n'est malheureusement pas leur inscription à l'agenda politique ou au sommaire qui détermine leur urgence, de plus en plus grande et inquiétante.

On rêve qu'il en soit autrement et que socialistes, libéraux, démocrates, humanistes, communistes, rattachistes et... (complétez la liste...) portent eux aussi – réellement ! – l'affaire mais force est de constater que, jusqu'à présent, par-delà les discours et les déclarations d'intention, Ecolo était le seul à défendre les préoccupations environnementales en les inscrivant dans une réflexion sociétale globale. En mettant ses revendications en sourdine, il laisse *de facto* aux associations militantes et aux partis à la marge le devoir de dénoncer l'impasse dans laquelle notre système s'enfoncé et de défendre la voie de la rupture. La dichotomie que certains se plaisent à cultiver entre des « extrémistes » soi-disant déconnectés du réel et des politiques « en responsabilité » garants de choix raisonnables (et de l'ordre établi) s'en trouvera renforcée et le message décrédibilisé. Pas sûr que ce soit le meilleur moyen de sortir de ce *business as usual* qui nous conduit dans le mur...

Cela conforte en tout cas la nécessité d'un mouvement associatif vigoureux et combattif, capable de rappeler aux politiques le nez dans le guidon de la gestion du quotidien que gouverner, c'est prévoir et que c'est l'action (radicale !) d'aujourd'hui qui évitera les catastrophes environnementales, économiques et sociales de demain.

25 mars 2010

Droit de suite (Javaux, IEW, Ecolo, la rupture, les petits pas, et moi et moi et moi...)

Eh bien voilà, pour moi, c'est fait : je les ai connues, ces « *15 minutes of fame* », ce « quart d'heure de célébrité », qu'Andy Warhol prédisait à chaque locataire de la Planète. Oh, je n'en tire aucune gloire. A dire vrai, cela s'est produit à l'insu de mon plein gré et j'avoue ne toujours pas comprendre la logique d'un emballement médiatique confinant au surréalisme.

Tout est parti de ma précédente chronique ; moins d'une heure après l'envoi de la newsletter publiant ce billet, l'agence Belga sortait une dépêche répercutant mes propos et aussitôt reprise en « Une » des sites de la presse écrite et audiovisuelle.

Là, celles et ceux qui n'ont pas lu l'objet du délire doivent légitimement se demander ce qui put provoquer une telle déferlante... Aurais-je évoqué quelque(s) rumeur(s) sulfureuse(s) ? Une liaison extra-conjugale entre Paola et Eddy Merckx dont Albert se serait consolé dans les bras de Sandra Kim ?? Un flirt entre Elio Di Rupo et Dave lors de la soirée « God is good » organisée par Monseigneur Léonard pour fêter son arrivée à la tête du diocèse de Malines-Bruxelles ??? L'entrée prochaine de Freya Vandebosche dans la troupe du Crazy Horse ; la conversion de Joëlle Milquet à l'Islam ; le retrait de Didier Reynders de la vie politique afin de se consacrer à un projet de communauté autarcique sur le terroir d'Herstal ; l'inscription des chapeaux de Fabiola au patrimoine mondial de l'humanité ; la participation de Justine Henin à la prochaine campagne d'information de l'administration fiscale ; les secrets de tournage de la comédie des frères Dardenne

1 Précision que j'espère inutile mais on n'est jamais assez prudent... : les faits évoqués ici sont purement imaginaires et créés pour les besoins de la démonstration. Que les lecteurs ne les croient donc pas et que les personnes citées ne s'en offusquent surtout pas.

réunissant Chuck Norris et Arielle Dombasle sur un scénario original des Frères Taloche ???? [1] Que nenni ; rien de tout cela. Evoquant une interview de Jean-Michel Javaux dans laquelle le boss Ecolo affirmait son refus d'être « *de nouveau le missionnaire ou l'éclaireur écologique* » et de « *porter des politiques de rupture* », je m'interrogeais sur l'adéquation entre cette « *politique des petits pas* » revendiquée par l'homme politique préféré des électrices et les exigences de l'urgence environnementale. Autrement dit, si la maison brûle, est-il pertinent de prétendre l'éteindre avec un goutte-à-goutte ?

Cette réflexion était à mes yeux aussi révolutionnaire que les antiennes proclamant que « *nous nous battons sans relâche pour préserver les acquis sociaux* », « *la création d'emploi doit être au cœur de toutes les politiques* », « *nous devons tout faire pour préserver le pouvoir d'achat de nos concitoyens* » ou encore « *nous mobiliserons tous nos moyens et toute notre énergie pour remettre la Wallonie sur les rails de la croissance* ». Bref, je pensais être dans l'évidence la plus élémentaire voire dans une lapalissade du style « *si ça va mal, il vaut que cela change* ». Et pourtant... Ce propos moins qu'anodin suffit à déclencher la mécanique médiatique.

Belga sortit donc une dépêche titrée « *Le discours trop édulcoré de Javaux critiqué* » et annonçant en chapeau « *Inter-Environnement Wallonie se dit déçue du co-président d'Ecolo Jean-Michel Javaux. Dans un article signé de son attaché de presse Pierre Titeux, la fédération lui reproche de tenir un discours édulcoré pour ne pas choquer.* » Au fil d'une surenchère dans la titraille, cela devint « *Inter-Environnement s'en prend au discours trop édulcoré de Javaux* », « *Inter-Environnement Wallonie déçue par Jean-Michel Javaux* » et « *Inter-Environnement Wallonie s'en prend à Jean-Michel Javaux* ». Il s'en est fallu de peu qu'on ne décèle dans mon billet d'humeur un appel implicite à la démission !

Je devrais sans doute me réjouir de cet écho aussi retentissant qu'inattendu donné à mon propos mais je suis surtout interloqué par le traitement qui lui fut réservé.

Il m'apparaît ainsi à tout le moins regrettable qu'aucun(e) journaliste n'ait pris la peine de me contacter pour affiner son information. J'aurais ainsi pu expliquer la nuance (loin d'être subtile) qu'il existe entre une position officielle (en l'occurrence d'IEW) et le commentaire d'un chroniqueur. La rubrique abritant ma prose (« *La Lorgnette* » hier, désormais « *Politiquement incorrect* ») a toujours affiché sans la moindre équivoque sa volonté de proposer « *une autre manière de voir l'actualité environnementale* » ; elle revendique sa subjectivité et son impertinence, le refus de la langue de bois et un discours volontiers provocateur. Les réflexions qui y sont développées ne sauraient donc en aucun cas être assimilées à des prises de position de la Fédération. Si celle-ci avait souhaité « *s'en prendre à Javaux* », elle l'aurait fait par communiqué de presse ou Carte Blanche.

Dans ce cas d'espèce, il se fait qu'IEW n'a pas de point-de-vue sur la stratégie politique

.....

d'Ecolo – pas plus d'ailleurs que sur celle du MR, du CDH ou du PS. Cela peut paraître bizarre mais c'est comme ça : ses prises de positions s'opèrent par rapport à des actes et décisions de gouvernants, pas sur base de déclarations de partis. Cela permet d'objectiver l'argumentation et de commenter du concret, élément non négligeable lorsqu'il s'agit de s'exprimer au nom de 150 associations aux intérêts aussi divers – voire parfois contradictoires – que la survie du triton palmé (*Triturus Helveticus*) dans la basse-vallée du Houyoux, la préservation et l'embellissement de l'environnement de l'arrière-pays cinacien, la défense des piétons quotidiens, la lutte contre l'envahissement publicitaire dans l'espace public ou la promotion de la décroissance... Les propos tenus dans cette chronique n'engagent donc que leur auteur, fut-il par ailleurs attaché de presse de la Fédération. A ce que je sache, lorsque Jean-Michel Javaux fait sa profession de foi catholique ou son coming out monarchique, (co-)Président ou pas, ce n'est pas la « ligne officielle » d'Ecolo qu'il exprime. Et lorsqu'il déclare [2] avoir visionné « Défonce-moi chéri » à 16 ans, garder un souvenir vivace des photos de Bo Dereck nue sur un cheval ou encore apprécier avec son amoureuse des fantaisies câlines faites de « *petits goûts, petites crèmes et bonnes odeurs* », j'ose espérer que personne ne voit là un positionnement idéologique ou l'ébauche d'une ligne programmatique...

Il n'y avait donc d'autre intérêt dans le montage en épingle de mon propos que la recherche d'une supposée tension entre Ecolo et Inter-Environnement Wallonie, ce qui serait d'ailleurs une non-information tant il est vrai que eux, c'est eux et nous, c'est nous (et, de plus, ici, moi, c'est moi !).

Voilà pour la forme. Sur le fond, je l'ai déjà dit, il me semble extravagant qu'une réflexion aussi élémentaire que celle développée dans ce qui restera la dernière « Lorgnette » [3] puisse provoquer un tel ramdam...

Il serait donc devenu politiquement incorrect de considérer que la gravité et l'urgence (environnementales) s'accommodent mal de la demi-mesure ? Moi, je veux bien. Mais il faudra alors m'expliquer comment on espère, par exemple, arriver à l'indispensable réduction de 80% à 90% de nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 sans des ruptures claires et nettes avec le modèle économique actuel. En remplaçant toutes les ampoules à incandescence par des ampoules à basse consommation ? En éteignant tous les ans la lumière pendant une heure ? En mangeant une pomme « locale et de saison » plutôt qu'une banane à la pause de 10 heures ? En allant faire ses courses à vélo ? Ce sont quasiment là les seuls messages actuellement audibles et recevables par le public. Or, s'ils s'inscrivent dans une logique de changements de comportements bienvenue, ils représentent une solution infirme à un problème colossal qui relève moins de la nature de nos consommations que du caractère excessif, « insoutenable » (et totalement irrationnel) de celles-ci. Dès lors, en refusant de « *porter seuls des projets qui sont ressentis comme étant contre la population* », on cautionne de facto la perpétua-

3 En effet, comme vous l'aurez sans doute noté, afin d'éviter de nouvelles interprétations abusives, cette chronique change d'intitulé et de présentation, s'entourant ainsi de toutes les précautions utiles à la préservation de sa spécificité identitaire, sa liberté d'analyse et de ton.

tion d'un système qui nous a amenés dans une impasse et nous conduit à présent droit dans le mur des inégalités renforcées, des pénuries généralisées et de la Planète sac-cagée. La « politique des petits pas » retardera peut-être le moment de l'impact mais ne l'empêchera pas. Nous devons dès lors assumer les conséquences de l'inaction actuelle, dans un contexte où la question de l'adhésion citoyenne ne sera plus à l'ordre du jour : la situation imposera en effet des mesures plus drastiques qu'aujourd'hui, forcément impopulaires mais non négociables.

Le « parler vrai » n'est pas à la mode. Il est de mauvais ton d'appeler à la rupture, aux changements en profondeur, à une remise en cause de nos modes de vie et, par conséquent, de notre système de valeurs. Trop radical, catastrophiste, extrémiste. Mieux vaut parler de transition, de nouveau paradigme, de « *green (ou sustainable) new deal* ». Cela ne veut pas dire grand-chose mais à l'immense mérite de ne pas effrayer les foules et de laisser croire qu'il sera possible de continuer à vivre selon le même modèle, réformé à la marge. Et tant pis si pour rassurer, il faut être mensonger ; peu importe les chaos du long terme pour autant que la quiétude relative du présent soit préservée...

Pourtant, quelle que soit la perception de ce discours, on ne pourra m'empêcher de penser et d'écrire qu'un système qui, en dépit de décennies de croissance (son moteur et son indicateur de bonne santé), creuse sans cesse davantage le fossé entre les individus et les populations les plus riches et les plus pauvres, se montre incapable d'éradiquer les famines et de donner à tous l'accès à l'eau potable, entretient ici la précarité et le chômage et ailleurs la misère et la souffrance, un système qui pollue l'eau, le sol et l'air en épuisant les ressources naturelles, exploite le patrimoine commun au profit de quelques-uns, dénie à des millions d'individus la plus élémentaire dignité et accepte implicitement une hiérarchie dans la valeur d'une vie, ce système doit être changé. [4]. C'est plus qu'une question politique, c'est un devoir éthique.

Défendre l'environnement, ce n'est pas seulement s'émouvoir de la disparition du geko à queue feuillue, du cacatoès ou de la tortue à nez de cochon, combattre la déforestation et l'agriculture intensive, dénoncer les pollutions et les conséquences d'un abus de consommation ; défendre l'environnement, c'est surtout combattre les causes de tout cela (qui, souvent, sont aussi celles des maux économiques et sociaux listés plus haut) et faire en sorte de rompre avec elles. Sinon, autant jouir sans entrave de notre statut de privilégiés et, comme disait, Desproges, vivre heureux en attendant la mort.

15 avril 2010

4 Pour ceux qui douteraient, je conseille (entre beaucoup d'autres...) deux ouvrages parus ces dernières semaines : « Le triomphe de la cupidité », du Prix Nobel d'Economie 2001, Joseph Stiglitz (Les Liens qui Libèrent) et « Parmi les perdants du meilleur des mondes » de Günter Walraff (La Découverte)

Critique de la déraison pure

Les éjaculats cendrés de l'Eyjafjallajökull ont eu le mérite de nous confronter aux subtilités et difficultés de la langue islandaise et de nous initier aux principes de base de la vulcanologie. Ils auront par contre échoué à mettre en débat un mode de vie dont la fragilité transpirait pourtant des médias titrant sur la paralysie du trafic aérien, le retour au bercail perturbé des vacanciers pascaux et les dérèglements du commerce mondial imputables aux spasmes du fumant cratère conjugués aux caprices d'Eole.

On disserta longuement sur les aspects économiques et humains de la situation, on s'interrogea sur la pertinence et les limites du principe de précaution mais, hormis dans quelques cercles marginaux, on oublia – ou on évita – de questionner les fondements de cette pagaille céleste. Comme si la mondialisation et l'instantanéité des échanges commerciaux avaient acquis valeur de dogme et que le déplacement à travers la planète sans heurts, obstacles ni contretemps constituait un nouveau droit de l'Homme aussi inattaquable qu'inaliénable. On se trouva dès lors face à des informations et des images témoignant bien malgré elles de l'absurdité de l'époque. Ainsi, quiconque aurait découvert hors contexte les étreintes émues et lacrymales de ces voyageurs retrouvant leurs proches dans une aérogare y aurait vu les rescapés d'une catastrophe meurtrière, d'une tragique prise d'otages ou d'une disparition en milieu hostile mais certainement pas de simples passagers dont le « drame » consista à attendre trop longuement un avion. De même, on ne savait trop que penser en relayant au rang des victimes économiques de l'histoire des horticulteurs néerlandais au bord du dépôt de bilan faute d'avoir reçu leurs arrivages quotidiens de fleurs... cultivées au Kenya (avec des conséquences désastreuses pour l'environnement local) avant d'être conditionnées au plat

pays et estampillées « Origine : Pays-Bas ».

On était non seulement dans l'émotionnel mais aussi dans l'irrationnel. Pas une voix pour rappeler que, fut-on au XXIème siècle, le voyage n'en reste pas moins une « aventure » exposant ses participants à un certain nombre d'aléas dont on ne saurait s'étonner. Personne pour questionner la logique bancaire d'une économie fonctionnant à flux (internationaux) tendus et dès lors exposée au moindre grain de poussière dans sa folle mécanique.

Alors que le système est intrinsèquement porteur de ces/ses dysfonctionnements, un déni collectif semble empêcher de le questionner. On refuse obstinément de voir les signaux d'alarme que ces événements constituent, comme si l'ordre établi par la toute-puissance humaine, son intelligence, sa science et sa technique ne saurait être mis en cause, fut-ce (surtout ?) au nom du simple bon sens.

Mais cela, on le savait déjà... Si l'évidence suffisait pour convaincre, les ventes de voitures ne continueraient pas à croître parallèlement au kilométrage des embouteillages et au nombre d'alertes à la pollution ; le consommateur ne pisterait pas les prix les plus bas tout en fulminant contre des délocalisations en quête de moindres coûts ; on n'accepterait pas qu'un cinquième des invités se goinfrent des 9/10èmes du gâteau ; on arrêterait de croire que l'économie est naturellement au service de l'Homme et de son mieux-être ; etc. Bref, on comprendrait qu'« *On ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré* » (Einstein) et on en tirerait les conséquences qui s'imposent... Seulement voilà, pour qu'il en soit ainsi, il faudrait que l'animal humain ne soit pas seulement doué de raison mais qu'en plus, il l'utilise !

Allez, un petit coup de gueule pour finir sur une touche plus légère (mais pas nécessairement plus réconfortante...).

Un « *collectif d'associations wallonnes de protection de l'environnement* » [1] baptisé « Coalition Nature » vient de voir le jour afin de se mettre au service d'une cause dont la noblesse et l'importance avaient jusqu'à présent été honteusement ignorées, « *la lutte contre les coureurs qui jettent des bidons ou des emballages sur la route lors des courses cyclistes* » ! [2] L'enjeu est de taille et mérite vraiment qu'on lui consacre temps et énergie. Le scandale n'a en effet que trop duré et il est temps de mettre un terme aux exactions de ces rois de la pédale qui « *donnent un exemple déplorable en continuant à jeter des emballages, bidons et autres restes de nourriture sur les bas-côtés de la route* ». Je déplore simplement – même si je peux comprendre leurs craintes – que ces héros ordinaires bravant l'omerta en vigueur n'aient pas été au bout de leur démarche.

1 Le collectif des associations suivantes : Brabant-Écologie ; Groupement environnement de l'Eau d'Heure ; Association pour la protection de la vallée de l'Ambève, de la Lienne et de ses affluents ; Ardennes liégeoises ; Grez-Doiceau – urbanisme et environnement ; L'Érablière ; Terre wallonne ; Sauvegarde de la Vallée de la Befve ; les Naturalistes de la Haute-Lesse, Rangers-Castors ; 't Uilekot.

2 Journaux du groupe Sud-Presse, 19/04/2010

En effet, s'ils affirment bravement leur intention de déposer plainte contre les salopiaux qui se délesteront de leurs bidons et résidus/détritus divers dans les bas-côtés des chaussées wallonnes, ils ne semblent pas disposés à déclencher des procédures sur base de motifs au moins aussi sérieux : incitation à la violence (il n'est pas rare de voir des spectateurs se battre pour récupérer les récipients usagers des chevaliers de la petite reine) ; épanchement d'urine sur la voie publique avec, dans certains cas, circonstance aggravante d'atteinte aux mœurs (non contents de se soulager n'importe où, les pervers à cuissards vidangent parfois leur vessie sans descendre de vélo, imposant une image dégradante aux yeux d'un public pas toujours majeur ni averti) ; crachat sur la voie publique (d'accord, comparativement aux footballeurs qui ont élevé la pratique au rang d'art, les cyclistes font piètre figure mais là où les uns expectorent dans une enceinte privée, les autres le font dans un lieu public et si la pelouse constitue un milieu végétal pouvant absorber et dégrader les glaires les plus consistantes, la texture imperméable du bitume les maintient en surface et en l'état). Tous ces faits et gestes constituent autant d'infractions punies par la loi et les comportements coupables devraient être portés à la connaissance des autorités compétentes.

Quoi qu'il en soit, la justice est en marche et les dénommés Benjamin Gourgue (ressortissant belge, membre de l'équipe « Landbouwkrediet »), Christopher Froome (britannique, « Sky») et Blél Kadri (français –si !–, « AG2R») sont désormais sous le coup d'une plainte pour « pollution » déposée par la Coalition Nature. [3] Ces délinquants ont en effet été filmés en flagrant délit de « délestage sauvage » lors du reportage télévisé de la Flèche wallonne disputée le 21 avril dernier entre Charleroi et Huy. On espère que le parquet de Namur saisi de l'affaire saura résister aux pressions dont il ne manquera pas de faire l'objet et traitera cette affaire avec toute la rigueur qu'elle exige.

Bien que cette pratique nous renvoyant aux heures les plus sombres de notre Histoire me répugne, j'estime de mon devoir de suivre l'exemple donné par les coalisés Nature et de dénoncer les agissements coupables dont j'ai moi aussi été témoin en regardant la retransmission susmentionnée mais aussi celle de Liège–Bastogne–Liège, quatre jours plus tard. Par respect pour les familles, je ne prendrai toutefois pas l'initiative de divulguer les noms des coureurs concernés, laissant cette responsabilité aux autorités compétentes. Je tiens toutefois à signaler que l'affaire risque de faire du bruit car elle ne se limite plus cette fois à des seconds couteaux mais met en cause des personnalités apparaissant au(x) plus haut(s) niveau(x) (!!!) du classement de l'Union cycliste internationale et s'étant par ailleurs mises en évidence dans les courses, théâtre de leurs agissements. Je n'en dirai pas plus...

Bon, blague à part, c'est le genre d'information à laquelle on peine à croire et dont on espère qu'elle cache une imposture de François Pirette. Tel n'est malheureusement pas le cas... On pourrait trouver l'initiative risible et inoffensive si elle ne contribuait pas, d'une part, à donner des environmentalistes une image de doux dingues dont l'extrémisme confine à la pathologie mentale grave et, d'autre part, à décrédibiliser auprès du

3 Dépêche AFP du 27/04/2010

public le discours et l'action que des associations sérieuses (voire cette Coalition elle-même...) développent par ailleurs. Mais si ces coalisés n'ont vraiment rien de mieux à faire et ambitionnent de faire du sport leur champ d'action privilégié, je leur conseille deux actions qui leur permettraient de postuler à un minimum de crédibilité et de revendiquer une certaine utilité : faire contrôler les normes de bruit lors des compétitions motorisées se déroulant hors circuits et... mobiliser la maréchaussée afin qu'elle dresse procès-verbal à l'encontre des spectateurs de balle-pelote qui écrasent sans vergogne des dizaines de mégots autour de l'aire de jeu au mépris de la législation en vigueur et de la propreté publique !

29 avril 2010

« *Eh, M'sieur, fais-nous rêver... !* »

Le moins que je puisse écrire est que la campagne électorale qui débute et le scrutin sur lequel elle débouchera n'excitent guère le peuple... On ré-entend ainsi monter la plainte des citoyens trop gâtés, le fameux « *C'est bien parce qu'on est obligé car autrement, je n'irais pas voter !* » qui résonne comme une insulte au combat de celles et ceux qui, ici autrefois et aujourd'hui ailleurs, luttèrent et luttent encore pour le droit de choisir qui les dirigera, selon quelle feuille de route.

Mais si cette antienne populo-nihiliste m'horripile, je ne peux m'empêcher de considérer qu'il faut de nos jours une solide conscience politique pour trouver encore du sens à ce droit/devoir démocratique fondateur qu'est le vote. Car plus que l'acte en lui-même, ce qui en détermine la valeur et l'importance, c'est ce sur quoi il s'exerce, la nature du choix auquel on est invité. Et là, franchement, il y a de quoi désespérer les foules.

Il fut une époque, pas si lointaine, où l'électeur avait le pouvoir (ou à tout le moins l'illusion) de se situer par rapport à divers modèles de société. Le positionnement des partis ne relevait pas de la posture et opter pour la gauche ou la droite conduisait encore (ou du moins pouvait-on encore le croire) à des horizons sociétaux différents. Il y avait là un véritable enjeu et le sentiment de peser sur le cours des choses ; voter, c'était choisir le monde dans lequel on voulait vivre, affirmer les fondements des rapports économiques et sociaux qui devraient régir ce monde, poser un acte dont on osait croire qu'il influencerait sur nos valeurs de vie commune. Aujourd'hui, la portée du choix de l'électeur s'est considérablement réduite. Plus question d'opter pour l'un ou l'autre modèle de société, tous les (principaux) partis défendent le même : système capitaliste à économie de mar-

ché avec option mondialisation. Seules les finitions proposées par les uns et les autres laissent quelques marges de manœuvre aux citoyens appelés aux urnes. Autrement dit, les plans de la maison commune ne prêtent plus à contestation ; il reste juste à se prononcer sur la couleur des peintures et quelques points du règlement d'ordre intérieur...

Les slogans retenus par les quatre principaux partis francophones pour ce scrutin que l'on nous annonce capital sont tristement éloquentes et symptomatiques de ce glissement d'une politique idéologique (non, ce n'est pas un gros mot) à une politique de gestion. « *L'union fait la force* » – « *Nous restons ouvert pendant les transformations* » – « *Un pays stable, des emplois durables* » – « *La garantie du respect* » : il n'y a pas à dire, les services de communication et leurs sous-traitants publicitaires se sont vraiment décarcassés... Cela donne envie de s'impliquer, non ? Le plus remarquable dans ces formules de campagnes, c'est leur caractère interchangeable : vous les mettez dans un chapeau, le nom des quatre partis dans un autre, vous tirez au sort pour constituer les binômes et, pas de souci, chacun des quatre mousquetaires saura s'approprier la chose pour en faire son identité. Essayez... « cdH : la garantie du respect » : *le respect est au cœur même de l'engagement humaniste et blablabla* – « Ecolo : l'union fait la force » : *nous devons absolument travailler ensemble d'ailleurs, avec Groen !, nous sommes la seule famille politique à avoir toujours affiché une image d'union et blablabla* – « PS : nous restons ouvert pendant les transformations » : *la situation sociale désastreuse des travailleuses et des travailleurs de ce pays ne tolère pas que l'on se désintéresse de leur sort pendant les négociations communautaires et blablabla* – « MR : un pays stable, des emplois durables » : *les investissements nécessaires à la relance économique ne se feront pas sans stabilité, c'est la condition sine qua non pour assurer une croissance garante d'emplois durables et blablabla...* Ce n'est qu'un exemple, toutes les combinaisons fonctionnent.

Comment, dans ces conditions, s'étonner du désintéret pour la chose publique qui monte dans l'opinion en général et chez les jeunes en particulier... ?

Même si la cinquantaine m'attendant au tournant fait de moi un «vétéran» pour les classements sportifs et un «travailleur âgé» (sic) pour l'Onem, je n'ai pas le sentiment d'appartenir à une autre époque, d'être un dinosaure transplanté au siècle des robots. Pourtant, je me souviens que lors de mon premier devoir d'électeur, l'éventail de partis ouvert devant moi me proposait un véritable choix politique : PSC, PRL, PS, Ecolo, PC voire RW et UDRT, ce n'était pas chou vert et vert chou, ni même chou vert et chou rouge ; les programmes des uns et des autres ouvraient la voie vers des modèles de société contrastés voire opposés. Et pouvaient donner envie de s'impliquer dans le projet proposé.

Aujourd'hui, quelles visions s'offrent à l'analyse du jeune qui va voter pour la première fois ? Quels sont les enjeux programmatiques sur lesquels il va devoir baser son vote ? La réforme de BHV et, au-delà, l'évolution institutionnelle du pays ; la réforme de la

sécurité sociale ; l'avenir des pensions ; la gestion du chômage des jeunes, des âgés, de longue durée... ; la remise en cause (ou non) des intérêts notionnels ; la révision des taux d'imposition ; la lutte contre l'insécurité ; la relance de la croissance... Vous avez 18 ans et les choix d'avenir que l'on vous propose sont ceux-là ; ça fait rêver, non ?

Lors de l'élection présidentielle française de 1995, les Guignols avaient créé un gimmick consistant à interrompre le discours des trois principaux candidats (Balladur, Jospin, Chirac) par un jeune « de banlieue » lançant un « *Hey, M'sieur, fais nous rêver !* ». Les humoristes de Canal+ mettaient ainsi en exergue le contraste entre les préoccupations des politiques (notamment le « *Il va falloir faire des sacrifices* » de Balladur) et le désarroi mais aussi les attentes d'une population précarisée et ghettoïsée qui constatait « *Qu'est-ce que tu racontes, là, avec tes sacrifices ? C'est quoi le truc que tu m'proposes ? Comment tu m'donnes envie d'croire en l'avenir... ?* » .

Mon esprit d'adolescent attardé se retrouve aujourd'hui dans ce « *Hey, M'sieur, fais nous rêver !* ». Alors que l'accumulation des crises (financière, économique, sociale, écologique) atteste on ne peut plus clairement des dysfonctionnements intrinsèques du système dans lequel nous évoluons, j'espère les politiques qui m'offriront une réelle alternative à celui-ci. Cette émergence d'une force porteuse de changements et prometteuse de lendemains moins univoques semble un préalable au réinvestissement des citoyens dans la politique ; c'est aussi et surtout une nécessité pour assurer l'avenir de notre petite planète et de ses divers habitants, notamment *homo sapiens*.

17 mai 2010

A poil électoral

Je dors à poil, été comme hiver. D'une manière générale, les vêtements m'oppressent, je me sens comme dans un carcan. C'est la raison pour laquelle je ne porte que des chemises, trop grandes de quelques tailles et avec toujours deux-trois boutons ouverts.

Oui, j'ai déjà pratiqué le naturisme. Mais pas dans un centre de vacances ou un camping spécialisé ; le côté ghetto me dérange. Le pied, ce sont les vastes plages réservées que l'on trouve sur le littoral français, des kilomètres où chacun peut profiter du soleil, du vent et de l'eau sans être le nez sur les fesses de l'autre !

Comme pour tous les gosses – surtout de ma génération où le tabac n'était pas encore classé poison mortel, la cigarette a fait partie d'un processus d'affirmation de soi... un brin ridicule, j'avoue. La première taf remonte à mes neuf-dix ans. C'était une « Sprint », que j'avais piquée à mon père. J'ai continué à « en griller une » régulièrement mais sans jamais devenir accroc. Et j'ai arrêté lorsque j'ai débarqué à l'université. Tout le monde y fumait et comme j'ai un caractère qui ne s'accommode pas des pratiques grégaires...

Lorsque je ne suis pas au top, cela peut déboucher sur une crise de boulimie aiguë. Il m'arrive ainsi d'ingérer trois fricandelles avec deux grandes frites mayonnaises et une bouteille de vin blanc pour faire passer le tout...

Entre vin et bière, il n'y a pas photo : vin ! Bordeaux pour le rouge ; chardonnay pour le blanc. Mais je ne sais pas vraiment apprécier et consommer avec modération alors j'applique souvent le principe de l'alcoolique selon lequel il est plus facile de refuser le

premier verre que les suivants.

Vingt-deux ans de vie commune, c'est un bail. Pourtant, entre nous, c'est comme au premier jour : toujours aussi difficile !

J'échangerais sans hésiter une nuit avec Monica Bellucci, Sophie Marceau, Eva Mendès, Emmanuelle Beart, Penelope Cruz ou Scarlett Johanson contre une heure en tête-à-tête avec Jodie Foster.

Je suis plus douche que bain, dessert que fromages, rugby que football, Stones que Beatles ; je ne se supporte pas de rester inactif, devrais perdre 20 kilos pour retrouver mon poids de forme, ne crois plus au Père Noël et rêve de faire un jour tous les grands cols du Tour de France à vélo.

Voilà : vous en savez un peu plus sur moi... Cela ne présente pas le moindre intérêt, vous vous en foutez dès lors royalement et vous avez on ne peut plus raison !

Pourtant, à en croire le contenu d'une rubrique électorale lancée depuis quelques jours par le quotidien belge préféré des amateurs de sports, de faits divers et de populisme, certains politiques semblent considérer que ce type d'informations personnelles voire intimes contribue utilement au débat démocratique sinon à l'édification des foules. Comment comprendre sinon qu'ils acceptent avec tant de complaisance de se donner en pâture au voyeurisme ordinaire à travers l'interview décalée évoquée ci-dessus... ?

On m'objectera la volonté d'aller vers l'électeur, de montrer qu'ils sont des hommes (et des femmes) comme les autres. Mais est-ce vraiment ce qu'on attend d'eux ? En quoi ces révélations confinant parfois au pathétique contribuent-elles à leur crédibilité, à l'affirmation de leurs compétences, à la défense de leurs valeurs et programme ?

Ce type d'article n'est pas nouveau mais c'est, à ma connaissance, la première fois qu'il fait partie intégrante de la couverture d'une campagne électorale. Et il m'apparaît difficile d'y voir un signe de la vigueur et de la qualité de notre vie politique... Les « politiciens » (à prononcer avec une moue mêlant dégoût et mépris) souffrent déjà d'une image négative voire déplorable. Loin de contribuer à l'améliorer, ces sorties entre « people » et café du commerce contribuent *de facto* à miner le peu de respect qui entoure encore une fonction pourtant intrinsèquement noble. C'est la raison pour laquelle on ne peut se contenter de les ignorer en les considérant comme insignifiantes.

Alors que l'actualité décline la crise sous toutes ses formes (institutionnelle, financière, économique, monétaire, sociale...), ceux qui sont censés être en état d'urgence pour sortir le pays du borbier dans lequel il s'enlise trouvent le temps – et considèrent opportun... – de nous parler de fricandelle, djellabah, système pileux et transports amoureux. Il n'y a pas à dire, ça fait sérieux ! Mais il est vrai que les succès électoraux de

papa Daerden et Don Berlusconi, respectivement chantres de la bonne humeur éthique et de la séduction botoxée, ont démontré par l'exemple que le sérieux n'était pas le meilleur moyen de racoler l'électeur... Car c'est bien de cela qu'il s'agit : se montrer sous un autre jour, éminemment sympathique, pour tenter de capter quelques suffrages sourds aux discours programmatiques mais pas insensibles à la dimension humaine. C'est une autre façon de faire de la politique ; reste à savoir si la fin justifie ces moyens...

Je note en ce qui me concerne qu'on ne verra jamais un haut responsable économique sacrifier à ce genre de facétie. « *Alors, vicomte Davignon, plutôt slip kangourou, boxer ou caleçon ?* » – « *Dites-moi, Albert Frère, vous êtes aussi bon au lit qu'en affaires ?* » Ça aurait de la gueule, non ? De même, ces frasques journalistiques sont exclusivement réservées à des hommes (jusqu'à présent du moins ; sans doute y aura-t-il bien l'une ou l'autre candidate pour faire mentir la règle avant le 13 juin). Ces dames n'ont-elles pas été sollicitées ou sont-elles simplement plus dignes ? Dommage, je rêve de ces questions pleines de tact : « *Sarah Turine, c'est quoi votre préférence en lingerie : string ou culotte Petit Bateau ?* » – « *Laurette Onckelinkx, dites-nous, Maître Marc, au lit, c'est aussi un as du barreau ?* » – « *Sans langue de bois, Joëlle Milquet, cette noirceur capillaire, c'est un don de la nature ou le résultat d'une bonne teinture ?* » – « *Sabine Laruelle, vous pouvez nous raconter votre dernière cuite ?* »

Et pendant ce temps, on attend vainement de voir l'enjeu environnemental et toutes ses dimensions sociétales surgir dans la campagne... Comme il paraît loin, le temps où nos ténors entonnaient en chœur le crédo de l'urgence écologique et se revendiquaient unanimement des préceptes d'Al Gore et Nicolas Hulot. C'était en 2007. Depuis, l'urgence n'a cessé de croître... mais est passée de mode. Et ça, en période électorale, c'est un handicap fatal.

27 mai 2010

Qui avale une noix de coco doit avoir confiance en son anus...

« Il faut absolument trouver le moyen d'amener la question de l'environnement dans la campagne ! » La demande a surgi sitôt confirmée la tenue d'élections anticipées et, tout au long des quelques semaines que dura cette campagne, l'antienne allait marteler l'esprit des agents communicants du mouvement environnemental : *« L'environnement est totalement absent des débats ; il faut faire quelque chose pour qu'on en parle... »*

Labellisé « Responsable communication et relations presse », je me suis retrouvé au cœur de cet appel récurrent à l'action, destinataire privilégié des mails appelant à bouger et des interpellations avides de bonnes idées. Je fus toutefois bien en peine de répondre aux attentes placées en ma créativité. C'est qu'en dépit de l'étiquette collée sur ma fonction, je ne crois pas aux vertus de l'esbrouffe et au pouvoir qu'elle aurait d'imposer au public des préoccupations dont il se désintéresse. Or, même s'il est politiquement incorrect de l'acter tel quel, l'environnement, pour l'heure, tout le monde s'en fout... Et me serais-je immolé devant le 16 rue de Loi ou exhibé nu sur la scène du concours Reine Elizabeth pour dénoncer la chose que cela n'eut rien changé. J'aurais certes bénéficié d'une couverture « presse » conséquente mais l'intérêt pour l'objet de mon action serait resté ce qu'il était : nul. Et hormis un remake version expresse et radicale de la crise du poulet à la dioxine, une tornade de type tropical frappant le pays ou l'explosion du réacteur de Tihange 1, je vois mal ce qui aurait pu propulser le sujet dans la campagne...

En 2007, un contexte particulièrement favorable – le film de Gore, la montée en puissance du GIEC, le surf adroit sur la vague politico-médiatique déclenchée par Nicolas

Hulot à l'occasion de la Présidentielle française... – avait placé l'enjeu au centre de la campagne. Etant donné que, comme le dit le proverbe africain, « *quand on a mangé salé, on ne peut plus manger sans sel* », certains rêvaient de revivre ces heures de gloire où la réduction des GES avait semblé primer sur la progression du PIB. Mais c'était oublier que l'engouement n'avait duré que le temps d'une campagne et que l'environnement avait disparu de l'agenda politique sitôt le scrutin passé, bouté hors des négociations sur l'accord gouvernemental par les questions socio-économiques et communautaires. Ainsi, en octobre 2007, le Secrétaire général d'Inter-Environnement Wallonie, qui avait été le porteur enthousiaste et optimiste d'un Pacte écologique belge ayant mobilisé les partis, publiait dans « La Libre Belgique » [1] une Carte Blanche intitulée « Et l'environnement, bordel !?! » dans laquelle il déplorait : « (...) *Ces derniers temps, nombre de personnalités politiques ont plaidé pour que les négociateurs de « l'orange bleue » définissent sans plus tarder le « programme socio-économique » du prochain gouvernement. « Socio-économique... » : ces mots utilisés par nos décideurs traduisent malheureusement trop bien le fond de leur pensée. Ils attestent de ce que les grands esprits qui nous gouvernent n'ont toujours pas capté que le développement durable est une voie royale – peut-être la seule... – pour permettre aux Hommes d'aller de l'avant. Ils attestent aussi de ce que la mobilisation politique relative aux changements climatiques – et, plus rarement, à l'environnement au sens large – lors de la campagne électorale n'était pas sincère. Elles sont aujourd'hui bien loin, les médiatiques envolées sur l'air de « Il faut oser être radical ! »... (...) La première note du formateur Leterme n'était guère encourageante de ce point de vue ; sa seconde copie s'est malheureusement révélée moins ambitieuse encore... Depuis lors, la problématique communautaire a phagocyté les négociations, à peine troublée par l'émergence de la revendication socio-économique. Déjà fortement édulcoré dès l'amorce des discussions, l'enjeu environnemental semble lui être devenu totalement invisible... »*

Ce constat amer reste intégralement valable aujourd'hui et c'est la raison pour laquelle il m'apparaissait utopique de vouloir faire de l'environnement un sujet de campagne. Pas plus qu'on ne saurait faire boire un âne qui n'a pas soif, on ne peut espérer intéresser qui que ce soit à un sujet qui n'est pas ou plus dans l'air du temps.

Mais ne nous y trompons pas : ce désintérêt n'est pas uniquement imputable aux politiques. Ici encore, il est mal vu de l'énoncer tel quel et on se plaira à m'opposer des sondages censés attester d'une situation à l'opposé de celle que je décris, mais je persiste et signe à affirmer que l'évidence crève les yeux : l'environnement constitue une préoccupation mineure pour une très grande majorité du public. Et nos gouvernants en sont parfaitement conscients, j'y reviendrai plus loin.

Parce qu'il est de bon ton de s'afficher optimiste, de proclamer sa confiance en l'intelligence collective et de (feindre de ?) croire au changement volontaire et heureux, on voit dans une manifestation nationale de 15.000 personnes – avant Copenhague – une mobilisation de masse, on détecte dans des études d'opinion fragile comme le rêve une

révolution de mentalités et on imagine qu'il suffira de (re)faire parler de l'état de la Planète pour que les partis modifient leurs priorités politiques et que les citoyens-électeurs appellent le changement de toute(s) leur(s) voix... Les choses sont malheureusement moins simples.

Il ne suffit pas de répondre « *Oui* » à la question « *L'environnement, est-ce important pour vous ?* » pour être prêt à faire dudit environnement un enjeu de société et une priorité politique... Une prise de conscience s'est amorcée, certes, mais elle ne constitue que la première étape voire les prémisses d'un processus dont on aurait tort de surestimer l'avancement. Le terrain est à peine défriché ; il restera ensuite à le labourer puis l'ensemencer et attendre que la réflexion mûrisse avant de récolter de premiers résultats significatifs.

Face aux crises économiques, sociales et financières qui mobilisent les médias, alimentent les craintes et affectent le quotidien des ménages, l'urgence écologique, les changements climatiques et *tutti quanti* apparaissent déconnectés de la « vraie vie ». « *Ce qui est plus fort que l'éléphant, c'est la brousse.* » énonce un autre proverbe venu d'Afrique. Ce qui est plus fort que le combat environnemental, c'est le milieu ambiant focalisé sur des enjeux à la fois plus appréhendables par tout-un-chacun et en lien direct avec son vécu immédiat. Que signifie en effet aujourd'hui, pour le citoyen Lambda, les « *émissions de gaz à effet de serre* », « *perte de la biodiversité* » voire « *épuisement des ressources naturelles* » ou « *pollution du milieu* » globalement abstraits face aux « *pertes d'emploi* », « *érosion du pouvoir d'achat* », « *recul de l'âge de la pension* » ou « *hausse du prix des carburants* » douloureusement concrets ?

Ignorer ce contexte, c'est prendre le risque d'apparaître mono-maniaque et coupé de la réalité sociale. Ce peut être aussi se confronter à la « marginalité » de son combat. Illustration. Le vendredi 4 juin, la Coalition Climat – plateforme regroupant plus de 80 organisations de la société civile (syndicats ; ONG Nord/Sud, de développement, environnementales... ; mouvements de jeunesse ; etc.) censées représenter un million de personnes – a souhaité « *faire entrer le climat dans la campagne* » en conviant les présidents de partis à venir « *voter pour le climat* » sur les marches de la Bourse de Bruxelles, lieu symbolique d'un système au cœur de nos maux. Les partis envoyèrent tous une délégation plus ou moins prestigieuse mais ce qui semble avoir frappé les politiques, plus que les revendications sur lesquelles ils étaient invités à se prononcer, c'est la maigreur de la mobilisation autour de l'événement, ce que le Ministre Magnette venu représenter le PS ne manqua pas de relever avec une pointe d'ironie en disant espérer « *que vous serez plus nombreux une prochaine fois* ».

En dépit de la pertinence de son message et de l'urgence de son combat, le mouvement environnemental ne peut pour l'instant se prévaloir d'un soutien populaire actif et engagé. En jouant la carte de la mobilisation et de la visibilité, il risque donc *de facto* d'afficher une faiblesse qui risque d'être son talon d'Achille dans le rapport de force

à engager avec le politique. « *Qui avale une noix de coco doit avoir confiance en son anus...* »

S'il convient de poursuivre une action d'information et de sensibilisation en vue de favoriser une prise de conscience collective, le combat environnemental doit prioritairement exploiter ce qui fait sa force, à savoir son expertise et ses analyses que les constats de terrain confortent sans cesse davantage.

Les menaces sont désormais avérées et, même si leur obsession du court terme les empêche d'en mesurer l'exacte gravité, peu de politiques les ignorent encore. Il faut donc « travailler au corps » ces politiques, argumenter, les confronter au caractère incontestable des faits pour les convaincre de l'importance de ne plus attendre et de l'intérêt à agir vite et fort. C'est là, dans ce lobbying pointu et argumenté, que les choses se jouent pour l'instant. Il ne faudrait pas l'oublier et disperser ses forces car « *l'oiseau qui chante ne sait pas faire son nid* »...

10 juin 2010

Le nez dans la m...

Le pétrole, ça tache, ça colle, ça pue. Autrement dit, le pétrole, ça pollue. L'affirmation peut paraître une évidence voire une lapalissade, pourtant, depuis le 20 avril dernier, elle paraît avoir valeur de révélation. Ce jour-là, la plate-forme de forage Deepwater Horizon installée dans le Golfe du Mexique, au large de la Louisiane, explosa, coûtant la vie à 11 ouvriers dont le souvenir fut rapidement emporté par les 2 à 3 millions de litres de brut se déversant quotidiennement dans la mer. Propriété de Transocean, leader mondial du forage offshore abritant ses plus-values sous le statut défiscalisé des îles Caïman, la plateforme était exploitée par BP qui multiplia les tentatives et procédés aussi expérimentaux que révolutionnaires pour colmater la fuite. En vain. Les nappes d'hydrocarbure n'ont cessé de s'étendre et de se multiplier avant de toucher les côtes américaines où le constat fut posé : cette saloperie de pétrole tache, colle et pue...

Ainsi donc, l'*Homo Occidentalis* a atteint un tel niveau de suffisance et de cécité qu'il doit avoir le nez dans la m... pour constater que celle-ci n'a rien de ragoûtant. Il lui faut des plages souillées, des oiseaux englués, des poissons asphyxiés et des écosystèmes mutilés pour se rappeler que ce pétrole dont il devenu accro fait payer cher – au propre comme au figuré – sa toute-puissance.

Eh non, M'sieurs-Dames, les publicités ont beau nous vendre des stations-services propres et coquettes, des carburants aux effluves vertes et des échappements rejetant fleurs et papillons, le pétrole ce n'est pas propre, ça ne sent pas bon et ce n'est pas inoffensif. Par ailleurs, il exige un sacré boulot, des risques plus ou moins mesurés et des manipulations jamais sans nuisances avant d'arriver dans notre réservoir... Autant

de réalités desquelles la facilité d'accès et le confort d'usage dont nous bénéficions aujourd'hui ont une fâcheuse tendance à nous couper. Faire le plein mais aussi allumer une lampe, tourner un robinet ou tirer une chasse d'eau sont devenus des gestes banals, des automatismes dont nous n'avons plus la moindre conscience des impacts en amont ou en aval. Or, rien de tout cela n'est innocent ; par-delà le prix qui nous sera facturé, chacun de ces actes a un coût environnemental et social. Et ce n'est pas parce que notre responsabilité est (très) diluée qu'elle doit être ignorée.

Il est aujourd'hui de bon ton de stigmatiser BP, ses imprudences et ses manquements aux règles, mais il serait trop facile d'en faire un bouc-émissaire unique coupable d'une catastrophe que nous devons refuser de considérer comme évitable. D'une part, nous sommes tous les clients avides de BP – ou d'un autre pétrolier, peu importe –, demandeurs d'une énergie abondante et bon-marché peu soucieux des conditions permettant que cette demande soit satisfaite. D'autre part, n'en déplaise à nos fantasmes de domination par la science et la technique, le risque zéro n'existe pas et n'existera jamais, l'accident fera toujours partie de la donne avec laquelle nous devons jouer.

S'il conviendra d'analyser les circonstances de la catastrophe de Deepwater Horizon afin d'en déterminer les responsabilités et tenter d'obtenir les « dommages et intérêts » qui permettront de réparer ce qui peut l'être, il serait regrettable que nous en restions là. Il faudrait aussi et surtout avoir – enfin – le courage de sortir du déni dans lequel nous nous complaisons et la lucidité de nous confronter à un choix dont nous ne pourrions indéfiniment reporter l'échéance : sommes-nous prêts à revoir notre mode de vie pour en réduire le coût environnemental et social ou sommes-nous au contraire disposés à payer un prix de plus en plus fort pour ne rien changer ? C'est là en effet la seule question qui vaille et qui nous permettra de sortir de la schizophrénie dans laquelle nous nous complaisons en voulant croire que nous pourrions continuer sur la même voie sans devoir en assumer les désagréables conséquences ...

La position de Barack Obama apparaît d'ailleurs symptomatique de ce dilemme devant lequel nous sommes aujourd'hui. Quelques semaines avant l'explosion de Deepwater Horizon, le Président américain avait en effet communiqué son intention d'autoriser les forages pétroliers en mer au nord de l'Alaska, dans une région glaciaire où les spécialistes s'accordent à considérer que tout incident sous-marin serait quasiment insoluble. Le programme énergétique de son administration prévoyait par ailleurs le développement de nouvelles installations off-shore au large des côtes US, notamment dans le Golfe du Mexique. On peut dès lors douter, sans risquer le procès d'intention, que le moratoire de six mois décrété par BO sous le coup de l'émotion – et qui vient d'être déclaré illégal par la justice américaine – passe le cap de l'effet d'annonce...

Cette schizophrénie tiraillant Obama (et bien d'autres !) entre pulsions environnementales et comportements économiques se double d'une approche quasi autistique refermant le décideur sur son univers politique. Ainsi, lors d'un discours prononcé le 28

mai en Louisiane, le président Barack déclara : «*J'ai eu tort d'autoriser les forages en pensant que les compagnies pétrolières travaillaient de concert pour éviter les pires scénarios. Ce n'était pas une simple croyance aveugle de ma part : jusque là, dans le Golfe, tout s'était plutôt bien passé.*» [1] «*Plutôt bien passé*», vraiment ?

Le 3 juin 1979, une fuite importante se déclara sur le puit Ixtoc-1 géré par la plateforme Sedco 135F et situé dans la baie de Campeche, à proximité immédiate des côtes mexicaines. L'écoulement de pétrole ne put être stoppé que le... 23 mars 1980, soit après 295 jours. On estime que quelque 3,5 millions de barils – soit plus de 550 millions de litres – se répandirent alors dans la mer [2]. A titre de comparaison, Deepwater Horizon aurait jusqu'à présent déversé environ 1,3 millions de barils (207 millions de litres). Il faut une sacrée dose de mauvaise foi, de méconnaissance du dossier et/ou de culot populiste pour affirmer face à ce bilan qui fait de Sedco 135F la plus importante marée noire du XXème siècle que «*jusque là, dans le Golfe, tout s'était plutôt bien passé*»... !

Il est vrai que les autorités américaines et mexicaines s'entendirent pour garder la chose relativement confidentielle et y réussirent d'autant plus facilement que seule une infime partie des rejets arriva jusqu'aux côtes. Mais le désastre environnemental n'en fut pas moins majeur. D'une part, le feu ayant été utilisé comme arme essentielle contre cette marée noire, d'importantes quantités de «brut» furent brûlées, émettant dans l'atmosphère une masse considérable de polluants. D'autre part, près de 90% des organismes vivants localisés dans la zone de l'accident furent détruits. Mais les destructions loin des yeux restent aussi loin du cœur..

Dans le même ordre d'idée, qui sait – et, *a fortiori*, se soucie du fait – que l'exploitation pétrolière terrestre opérée au Nigéria génère chaque année depuis plus de quarante ans une pollution équivalent à 40 millions de litres ? Tout au plus les médias nous offrent-ils ponctuellement quelques images spectaculaires lorsqu'une de ces fuites dégénère en explosion meurtrière. Mais pour le reste, *silenzio stampa*... C'est l'omerta. Pourtant, 40 millions de litres, cela équivaut approximativement à ce qui s'échappa des soutes de l'Exxon Valdez après qu'il se fut échoué sur la côte de l'Alaska une nuit de mars 1989. Un événement qui bénéficia d'une couverture médiatique retentissante et déboucha sur un procès au cours duquel les dommages et intérêts se négocièrent en milliards de dollars. Les Nigériens, eux, pataugent non seulement dans le brut mais aussi dans l'indifférence générale. Loin des yeux, loin du cœur et loin du portefeuille... Comme si la détresse d'un Albatros au Nord valait plus que celle d'un être humain au Sud. Comme si ce désastre environnemental et sanitaire était considéré consubstantiel à un pays où l'espérance de vie n'excède pas 46 ans, où 65% de la population urbaine vit dans des bidonvilles, où 1 enfant sur dix meurt à la naissance et 2 sur dix n'atteint pas l'âge de 5 ans... [3]

1 Cité dans «Rue 89», n°1, juillet 2010, p.71

2 Source : www.oilrigdisasters.co.uk

3 Sources : www.statistiques-mondiales.com

Pour en revenir à Deepwater Horizon, il faut savoir que son exploitation impliquait de descendre à 1.525 mètres sous le niveau de la mer puis de forer à 4.500 mètres ; la pression au débouché du puits atteignait 300 bars (environ 300 fois la pression atmosphérique). Des chiffres impressionnants mais qui ne constituent pas pour autant des extrêmes. Le Golfe du Mexique, réputé pour ses records en matière d'exploitation pétrolière, abrite ainsi des puits qui traversent jusqu'à 7.000 mètres de sédiments et de roches sous 3.000 mètres d'eau avec des pressions de 1.000 bars... Tout aussi édifiant apparaît le nombre de puits d'ores et déjà en exploitation dans ce Golfe du Mexique : plus de 4.000 ! Comment peut-on croire, dans un tel contexte, que les incidents, accidents et catastrophes sont évitables ?

Le pétrole, ça tache, ça colle, ça pue, ça pollue... Deepwater Horizon aujourd'hui, l'Exxon Vadez, l'Amoco Cadiz ou l'Erika hier, des événements dramatiques nous le rappellent ponctuellement en nous mettant le nez dans la réalité. Notre capacité de déni est toutefois telle que nous refusons de voir les évidences qui affleurent sous la surface des choses. Car c'est une évidence que l'industrie pétrolière est intrinsèquement polluante et dangereuse, un état que les exigences de performances industrielles liées à la raréfaction de la ressource ne feront que renforcer. Et c'est une autre évidence qu'au-delà des nuisances à grande échelle enregistrées lors des catastrophes, le pétrole mène un travail de sape quotidien contre notre environnement, notre espace de vie, qu'il asphyxie progressivement. La négation de cette évidence-là est d'autant plus grave que le mal se répand de manière insidieuse mais inexorable. Et cette fois, lorsque nous aurons le nez dans la m..., il sera malheureusement trop tard.

24 juin 2010

Il n'y a pas de sevrages heureux

Le contenu de cette chronique me vaudra à n'en pas douter quelques épithètes peu amènes de lecteurs convaincus de trouver là confirmation de leurs soupçons de communisme aggravé. Qu'importe. Je ne peux ni ne veux m'empêcher d'exprimer mon ras-le-bol des chantres de la « *mutation désirable* », du « *changement heureux et consenti* » et de la « *démarche citoyenne responsable et joyeuse* » que la récente inauguration de l'expo « SOS Planète » a de nouveaux mis à l'honneur. Les interprètes diffèrent [1] mais la chanson reste la même : après des couplets énonçant les désordres du monde et l'impérieuse nécessité d'agir sans délai ni faiblesse pour éviter le pire, le refrain proclame que rien ne pourra se faire sans adhésion collective, qu'il faut convaincre des changements indispensables mais en aucun cas les imposer, que chacun(e) est prêt(e) à remettre ses habitudes en cause et qu'il suffit, pour déclencher le passage à l'acte, d'expliquer qu'il n'est pas douloureux mais conduit au contraire l'éco-consommateur à un mieux-être matériel et à une forme de plénitude morale. C'est beau comme un évangile et con comme la méthode Coué. C'est aussi et surtout du politiquement correct dangereusement mièvre et stérile.

Stérile, car cette scie lénifiante annihile tout sentiment de gravité et d'urgence. Lorsqu'une situation est réellement préoccupante, on prend sans délai les mesures jugées nécessaires pour y faire face, qu'elles plaisent ou non. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations-Unies, comparait dans un discours la lutte contre les changements climatiques à une situation de guerre. Eh bien, en situation de guerre, on réquisitionne, on commande, on impose, sans états d'âme. A l'opposé de ce volontarisme solennel,

1 Même Paul Ariès, prophète de la décroissance, reprend ce hit à son compte. Au terme d'une conférence au cours de laquelle il brosse un tableau quasi apocalyptique de l'état de la planète, il exprime en effet sa conviction que le salut passera impérativement par l'initiative citoyenne. Le gouffre entre le constat dressé et les solutions proposées est d'un tel gigantisme qu'il incite plus à la résignation qu'au combat. On a en effet l'impression d'être face à une forêt en feu que l'on demande d'éteindre avec des dés à coudre...

les circonvolutions autour des enjeux climatiques et environnementaux en discréditent *de facto* l'importance.

Mièvre, car cette stratégie du changement comportemental repose sur le présupposé anthropo-chrétien selon lequel l'Homme est naturellement bon, guidé par le seul souci du bien de l'espèce et apte à toujours opérer des choix éclairés. Or, la réalité apparaît bien moins idyllique. D'une part, l'*homo erectus* est généralement plus préoccupé par l'état de son nombril que par le sort de ses congénères. D'autre part, nous sommes tous – à des degrés divers – drogués à la (sur)consommation, gavés de biens et accros à cette came. Changer nos comportements, c'est nous sevrer et pareille opération ne se fait jamais sans difficulté ni douleur. Peut-être, sans doute, nous sentirons-nous mieux et serons-nous plus heureux une fois (re)devenus *clean* mais il est utopique de croire que nous puissions en être conscients – et *a fortiori* que nous y aspirions – dans notre état de dépendance.

Même si c'est sans doute moins facile à vendre, il faut avoir le courage de la vérité et oser dire que non, les changements nécessaires pour affronter la crise environnementale ne seront ni doux, ni joyeux. Au contraire, ils s'avèreront dans un premier temps pénibles et douloureux. L'apprentissage de la sobriété engendrera en effet de la frustration tandis que les bienfaits et plaisirs induits par nos nouveaux comportements n'apparaîtront que plus tard. Prétendre le contraire, c'est nier l'évidence et narguer le bon sens. A moins bien sûr que l'on ne considère que l'évolution pourra n'être que cosmétique, qu'il s'agit moins d'une remise en cause globale de nos rapports à l'environnement et à l'économie qu'une simple adaptation à une nouvelle donne. Autrement dit, on ne changerait pas le menu, juste le cuisinier et les fournisseurs.

Dans ce cas de figure, il importe alors que le discours soit clair et entérine *de facto* le statut de privilégiées dont bénéficient les sociétés occidentales, la volonté de préserver ce statut et, *in fine*, la perpétuation assumée d'une humanité partagée entre des vies en 1ère, 2ème et 3ème classes, entre ceux qui meurent de leurs excès et ceux qui crèvent de leurs manques. Je m'appuie pour ma part sur l'hypothèse qu'il s'agit bel et bien de faire en sorte que nous, habitués de la 1ère, garantissons notre avenir dans une classe intermédiaire appelée à s'ouvrir au plus grand nombre. Et espérer vendre ce « déclassé » comme désirable relève à mes yeux du fantasme. On trouve certes ici et là des francs-tireurs ayant adhéré à ce modèle par conviction mais il s'agit de démarches marginales sans commune mesure avec le mouvement de fond porté par la raison que la situation exige et auquel les apôtres du changement joyeux aspirent.

Pour agir vite et efficacement, on ne peut rien attendre de la volonté d'un peuple sous l'emprise des démons qu'il est censé combattre. Il importe donc que les pouvoirs publics définissent un programme de sevrage et veillent étroitement à son respect. Et qu'on ne m'oppose surtout pas l'argument de l'indispensable consensus social et politique : s'il fallait l'adhésion citoyenne à une mesure impopulaire pour qu'elle soit légitime, les impôts n'existeraient pas !

16 septembre 2010

Bio, bio et con à la fois !

On connaissait le *greenwashing*, pratique marketing permettant à une entreprise aux pratiques environnementalement contestables – voire carrément condamnables – de se (re)verdir l'image par une communication qui la montre en disciple du « développement durable », prêchant l'amour de la nature et le respect de la vertu écologique. Le message paraît le plus souvent aussi crédible qu'un manifeste de stars porno prônant pudeur et chasteté mais pourtant, certains y croient. Il est vrai qu'à partir du moment où on peut vendre Dominique Strauss-Khan comme socialiste et Marc Lévy comme écrivain sans susciter l'hilarité à défaut de la révolte, le principe du « *plus c'est gros, mieux ça passe* » (sans lien avec les stars évoquées précédemment) semble pouvoir se décliner sans limites...

On connaissait donc le *greenwashing* et voilà que l'on découvre le *greenpressing*.

Ici, plus question de changer l'image, on la crée de toute pièce en collant une étiquette verte sur du tout et du n'importe quoi que l'on conforme au modèle souhaité à grand renfort d'amidon sémantique. La voiture électrique devient ainsi le prototype du véhicule « propre » au prétexte qu'elle n'émet pas de CO₂ en roulant. Peu importe somme toute son bilan en terme d'énergie grise. Et que l'on ne vienne surtout pas chicaner en évoquant les dommages environnementaux (et sociaux) liés à l'extraction du minerais nécessaire pour ses batteries. Quant à la schizophrénie du discours appelant à réduire la consommation électrique (N'oubliez pas : choisissez les ampoules basse consommation et éteignez vos appareils en veille !) tout en vantant ces wattomobiles, il faut vraiment être un grincheux peine à jouir et rétrograde pour la relever... Ce culte naissant de la voiture électrique mériterait de longs développements mais ce n'est pas l'objet de

cette chronique motivée par un autre avatar du *greenpressing*, « 100%BIO ».

« 100%BIO », c'est un « *supplément gratuit au journal Le Soir du 17 septembre* ». Soit dit en passant, on se félicite que ces feuilles fussent gratuites car il en aurait été autrement, l'escroquerie de la chose n'aurait pas été qu'intellectuelle !

« 100%BIO », donc, s'intéresse au... bio. Terme qu'il convient de comprendre dans une acception particulièrement large, avec bienveillance et ouverture d'esprit, puisqu'un des « articles » contenus dans cette publication propose, je cite, « *Nos bonnes résolutions pour une rentrée bio* », au rang desquelles on trouve, j'énumère : « *Mettre un couvercle sur les casseroles* » – « *Vérifiez la consommation énergétique de vos appareils électriques* » – « *Évitez l'eau de javel* » – « *Lavez votre linge à l'eau froide* » – « *Eteignez vos plaques électriques avant la fin de la cuisson* » – « *Eteignez votre ordinateur* » – « *Mettez du solaire dans votre jardin* » – « *N'utilisez plus de lingettes ménagères* » – « *Faites attention aux emballages* » – « *Rendez-vous au travail en vélo* »... De l'éco-conseil de base dans lequel on peine à trouver une trace de bio. Mais il y a pire. L'explication justifiant de « laver votre linge à l'eau froide » énonce en effet : « *De nos jours, avec les nouveaux détergents et les textiles modernes, l'eau chaude ne sert plus à rien.* » On peut légitimement et fortement douter que ces « *nouveaux détergents* » qui permettent de nettoyer le linge à l'eau froide soient bio voire simplement respectueux de l'environnement. Et on peut parier son pantalon sans risquer l'exhibitionnisme que les « *textiles modernes* » dotés des mêmes pouvoirs à basse température sortent des centres d'étude de la pétrochimie plutôt que de champs voués à la culture de chanvre bio.

Autre perle rédactionnelle recueillie au fil de la lecture et plus précisément au détour d'un texte donnant « *Les clés d'une assiette bio* » : « *Je fais tremper mes fruits et légumes. Je les laisse 15 minutes dans l'eau froide pour réduire leur teneur en pesticides.* » Le conseil apparaît aussi incongru que de recommander à un chauve de se couper régulièrement les cheveux afin de les renforcer. Mais on n'est pas au bout du surréalisme : « *Et puis je récupère l'eau pour arroser mes plantes.* » Là, on concèdera le caractère pratique et économe de la démarche mais l'utilisation d'une eau supposément chargée de pesticides pour abreuver les plantes laisse quelque peu perplexe dans le cadre d'une approche bio...

Je ne prolongerai pas davantage l'analyse de contenu sinon pour m'arrêter sur un article prônant « *Du bio aussi pour Médor* ».

Au risque de paraître succomber à un moralisme aussi facile que bon marché, je considère que vanter de la nourriture bio pour animaux a quelque chose d'indécent et immoral. Sans même évoquer les « *petits Africains qui crèvent de faim* », il m'apparaît particulièrement inconvenant de proposer à des chiens, chats, hamsters, poissons rouges ou canaris une alimentation haut de gamme et coûteuse alors que dans notre propre pays, une personne sur sept vit sous le seuil de pauvreté, ne mange pas tous les jours à sa

faim et doit se contenter de produits « premiers prix » dont elle n'a pas le loisir de se demander s'ils sont « sains, sûrs et respectueux de la nature », encore moins si « leur transit est largement facilité » ou s'ils peuvent « contrer certaines allergies ». Ceci étant dit sans la moindre animosité envers les possesseurs d'animaux domestiques... au nombre desquels je compte d'ailleurs. Une situation qui, si je dois en croire « 100%BIO », fait de moi un pollueur surclassant les conducteurs de Land Rover ou de Porsche Cayenne !

Sous le titre « *Nos chiens polluent plus que des 4X4* », j'ai en effet découvert que selon des chercheurs de l'Université Victoria de Wellington, en Nouvelle-Zélande, un chien de taille moyenne aurait une empreinte écologique deux fois supérieure à celle d'un véhicule 4X4. « *En cause, non pas les capacités motrices de nos animaux de compagnie (sic) mais ce qu'ils avalent par jour : un chien de taille moyenne a besoin chaque année d'environ 164kg de viande et 95kg de céréales. Cela correspond à 0,84 hectare de terres agricoles nécessaires pour produire sa nourriture. Tandis qu'un 4X4 qui parcourt 10.000 kilomètres par an nécessite 0,41 hectare de terre pour produire l'énergie utile à son fonctionnement. Soit deux fois moins qu'un chien.* » Voilà que mon brave Bearded Collie nuit plus à la santé de la planète que les Hummers et autres SUV que j'ai pris l'habitude de vouer – injustement : mon Dieu pardonnez-moi, je ne savais pas ce que je faisais... – aux gémonies ! Il ne me reste plus qu'à m'asseoir sur mes convictions ou à prendre rendez-vous chez le vétérinaire pour une euthanasie...

L'« information » atteint un tel niveau de stupidité qu'elle ne mériterait pas que l'on s'y arrête si elle n'était pas intégrée telle quelle par de nombreux lecteurs. Je me la suis ainsi vue brandir à plusieurs reprises aux cours de ces quinze derniers jours. Il importe donc bien de répréciser certaines petites choses.

Ten eerste : Contrairement à ce que le titre annonce et que le texte répète, il n'est pas ici question de « pollution » mais d'« empreinte écologique ». A ce que je sache, contrairement à celle d'un 4X4, la « combustion »/digestion d'un canidé n'émet qu'un volume infime de CO₂ et pas du tout de particules fines. J'ajouterai que les excréments de la bête peuvent dans certains cas avoir une fonction fertilisante ! Par ailleurs, quid de l'énergie grise liée à l'existence de ce 4X4 alors que naissance, vie et mort de Médor s'inscrivent dans un cycle naturel ? *Ten tweede* : Bien que la bête soit annoncée de « taille moyenne », on peut s'interroger sur la corpulence d'un molosse qui ingurgite quasiment 500 gr de viande par jour ! *Ten derde* : Un rapide calcul, ne prétendant donc pas à l'exactitude scientifique mais se basant bel et bien sur les paramètres de l'empreinte écologique, situe l'empreinte d'un 4X4 roulant 10.000km/an aux environs de 2,5 hectares au lieu du 0,41 annoncé... *Ten vierde* : La part essentielle de l'alimentation animale est produite à partir des abats et « déchets » échappant à la consommation humaine et qui, sans cette « valorisation », seraient incinérés avec les conséquences environnementales que l'on devine. Un élément essentiel passé sous silence... En fin de compte, ces chiffres balancés sans aucune explication quant à la méthode de calcul, sans mise en perspective et sans regard critique n'ont strictement aucune valeur... ni d'ailleurs

aucune prétention journalistique. Malheureusement, ils peuvent avoir de sérieux effets pervers sur des lecteurs les assimilant sans le moindre recul.

Méfions-nous des arnaques et contre-façons : tout ce qui se prétend vert ne l'est pas et on peut afficher une sympathique étiquette « 100%BIO » et s'avérer non seulement profondément con mais aussi nuisible.

Pur produit de *greenpressing*, ce prétendu « supplément » n'a d'autre fonction que publicitaire. Son pseudo-contenu rédactionnel, décliné en corps 16 avec double interligne, ne sert qu'à appâter et mettre en condition un public étroitement ciblé auquel on va balancer de la pub tout aussi ciblée. Ainsi, sur les 28 pages que compte le cahier, plus de la moitié sont effectivement constituées d'annonces, pour des produits bio mais aussi un « pressing écologique », un centre de bien-être avec « cabine sauna infrarouge », la « clinique du cheveu » ou encore un magasin spécialisé dans les minéraux et l'ésotérisme.

Jamais avare d'une connerie, Jacques Séguéla déclarait récemment dans le journal « Libération » que la publicité constitue, entre autre, un « (...) moteur démocratique. En finançant tout ou partie des médias, la pub est le sponsor du pluralisme. » Avec « 100%BIO » et ses coreligionnaires, on a dépassé cette situation déjà perverse où, pour paraphraser Lénine, « la liberté de la presse, c'est la liberté de l'argent ». On est cette fois dans un contexte où la « presse » sert la soupe à la pub, dans une sorte d'apogée de la manipulation marketing où une publication bidon met *in fine* l'enjeu environnemental au service d'une pratique qu'il est censé combattre. Y'a pas à dire, ils sont forts les lascars... !

30 septembre 2010

DRH = Destructeur de Relations Humaines ?

Je me préparais à vous livrer une chronique évoquant l'oubli dans lequel ont sombré les quelques millions de Pakistanais jetés sur les routes de l'exode et menacés des pires calamités suite aux inondations qui ravagèrent leur pays en août dernier lorsque je fus interpellé – « *Ah ben, bon d'jeu, elle est hard celle-là !* » – par une séquence du *Matin Première* RTBéen de ce mercredi 13 octobre. C'était l'heure où les psalmodies boursières de Jean Blavier et les commentaires abstrus de Michel Visart me ramènent quotidiennement aux réalités du monde après une nuit de rêves et une contemplative autant que matitunale sortie d'hygiène canine.

Je me trouvais donc les yeux dans le vide et le nez dans le café, mon esprit s'éveillant lentement au son des mantras d'Eco-Matin, lorsque ma quiétude hypnotique fut troublée par les propos sortis de la micro-chaîne reçue il y a dix ans en cadeau d'abonnement à Test-Achats. A l'occasion d'une journée spéciale « *Vivre avec ou sans emploi* », la parole était offerte à une directrice des ressources humaines – DRH pour ceux qui savent de quoi ils causent – dont le discours m'interpella avec une certaine violence (il faut dire qu'en cette phase d'éveil et aussi longtemps que mon petit déjeuner se prolonge, je suis d'une extrême sensibilité...) : « *Ah ben, bon d'jeu, elle est hard celle-là !!!!!* »

Dans le poste, une dame dont je préserverai l'anonymat expliquait les qualités indispensables pour faire un(e) bon(ne) DRH, à l'instar de ce qu'elle était au sein d'une entreprise familiale occupant plus de 5.000 personnes. (Eh oui, Colruyt aussi est une entreprise familiale, tout comme Dassault, Lagardère, les groupes Frère, Pinault & co. « Familial », cela ne veut pas dire « convivial » ; cela signifie juste que l'affaire appartient à la famille – à

prononcer sans accent italien sous peine de poursuites judiciaires). Donc, Madame XX nous livrait une vision de sa profession que j'ai pris soin de retranscrire depuis le site de l'émission afin de pouvoir vous le restituer *in extenso* car elle le vaut bien.

« La première qualité, c'est évidemment la connaissance du business, bien comprendre le business. Je crois que le rôle de DRH est aussi d'être le gardien de la culture, de l'identité de la société. D'un autre côté, c'est aussi bien comprendre la globalisation, la compétitivité, la réalité du marché dans lequel on se situe. Une autre qualité, c'est aussi l'anticipation, bien comprendre les besoins du futur et offrir des solutions de RH qui s'adaptent aux besoins de l'organisation. Et puis derrière, il y a des qualités essentielles qui sont la persistance, le courage – il faut avoir le courage de pouvoir dire ce qui se passe, d'expliquer la situation ; l'influence, pouvoir influencer les employés et les managers de l'organisation. Et certainement la crédibilité. Toujours être honnête, loyal, avoir une certaine intégrité et puis surtout avoir une pensée stratégique. »

Je ne sais pas ce que vous en pensez mais, moi, ce discours pris dans les neurones au petit matin, cela me met en rogne pour le restant de la journée. J'ai l'ulcère qui s'excite et l'esprit critique qui se révolte.

« Business » – « société » – « globalisation » – « compétitivité » – « marché » – « organisation » – « pensée stratégique »... : il est où, l'humain là-dedans ?

Oh, je ne suis pas naïf ; je ne me leurre pas sur la finalité de l'entreprise et ne confond pas le bureau d'un DRH avec le cabinet d'une assistante sociale ou d'un psy. Il doit toutefois me rester, enfouies bien profondément sous ma désillusion, des poussières d'idéal car je ne croyais pas exagéré d'attendre d'une personne en charge des « ressources humaines » des termes tels que « *bien-être* », « *améliorations des conditions* », « *formation* », « *épanouissement* », « *écoute* », « *accompagnement* »... Mais non, je me leurrerais.

Ma méprise vient sans doute de ce que je privilégiais le terme « humaines » alors que le mot clé était « ressources », le premier ne servant qu'à qualifier le second. Il y a des ressources « humaines » comme il y a des ressources « naturelles », des ressources « financières », des ressources « technologiques » et toutes ces ressources sont gérées avec les mêmes règles et le même objectif : optimisation du rendement et du profit. D'ailleurs, l'invitée du matin avait pour pedigree « ingénieur de gestion ». Et un ingénieur, c'est la rigueur, le rationnel, le pragmatisme, l'analyse SO – *Solutions Oriented* ; il n'est pas là pour assurer l'harmonie sociale et individuelle, il doit faire tourner la machine, c'est tout. Si cela passe – ou s'accommode – du respect de l'humain, tant mieux ; sinon, tant pis...

Une enquête diffusée récemment sur une chaîne française se penchait sur la vague de suicides qui frappe France-Telecom depuis des mois. On pouvait y découvrir le témoi-

gnage d'une Directrice exécutive de l'entreprise reconnaissant – avec ce « *courage de pouvoir dire ce qui se passe* » évoqué plus haut mais sans beaucoup d'états d'âme – que, oui, des cadres avaient touché des primes lorsqu'ils avaient réussi à dégraisser leurs effectifs grâce à des départs volontaires. Une déclaration à mettre en parallèle avec les déclarations de travailleurs, démissionnaires ou non, évoquant les mesures d'humiliation et de harcèlement mises en œuvre pour les pousser à prendre la porte... Avec sans doute, parfois, des dérapages incontrôlés où des caractères qu'il est comode de nommer « faibles » optèrent pour une sortie définitive.

Très bien, penserez-vous (enfin, les plus indulgents d'entre vous) mais qu'est-ce que cela vient faire dans une chronique censée parler d'environnement ?

Cela démontre simplement que si le monde économique est prêt à sacrifier ses ressources « humaines », *a priori* les plus sacrées..., sur l'autel du profit, il est utopique de croire qu'il pourrait ne pas faire de même avec des ressources « naturelles ». Et cela restera vrai aussi longtemps que le saccage et le pillage de l'environnement rapporteront plus à court terme que sa préservation. Espérer le contraire, c'est comme attendre d'un boucher d'abattoir qu'il milite chez Gaïa...

14 octobre 2010

